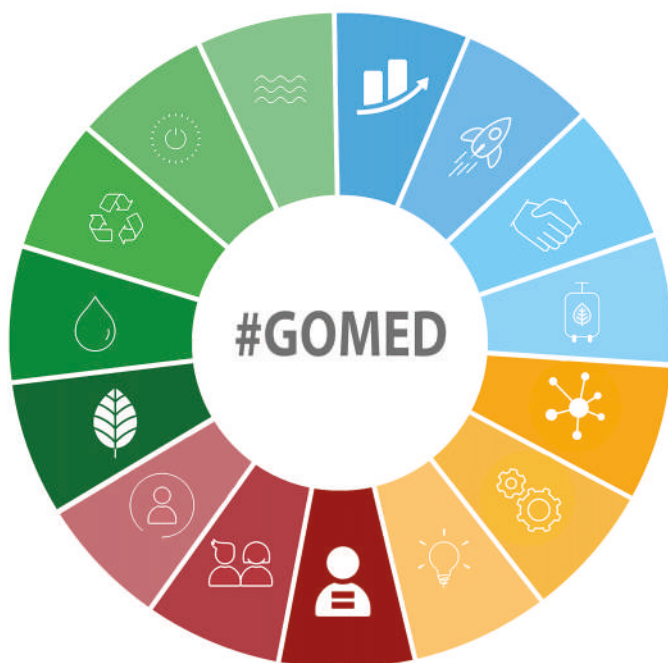


COOPÉRER POUR UNE MÉDITERRANÉE PLUS COMPÉTITIVE, INNOVANTE, INCLUSIVE ET DURABLE



Catalogue des projets standard financés dans le cadre
du Programme IEV CTF 'Bassin Maritime Méditerranée'



Éditeur

Autorité de Gestion
Région Autonome de la Sardaigne
Cagliari, Italie

Concept et édition

Programme IEV CTF Med

**Illustrations et
graphisme**

Begoña Machancoses, Laura Ojeda

Impression

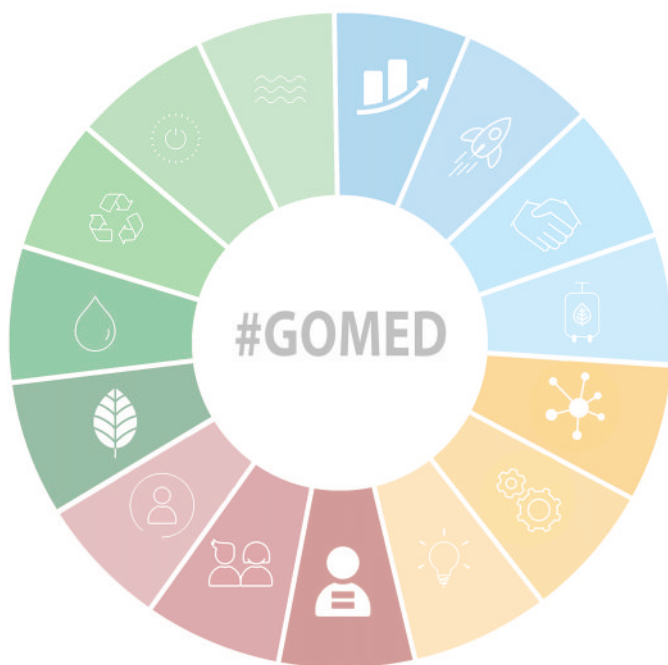
Novembre 2019

Notice légale

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'Autorité de Gestion du Programme IEV CTF Med et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

Bien que tous les efforts soient faits pour garantir l'exactitude des informations contenues dans cette publication, le Programme IEV CTF Med ne peut être tenu responsable des informations provenant de sources externes, d'inexactitudes techniques, d'erreurs typographiques ou d'autres erreurs. Les informations et les liens peuvent avoir changé sans préavis. La reproduction est autorisée à condition que la source soit mentionnée.

COOPÉRER POUR UNE MÉDITERRANÉE PLUS COMPÉTITIVE, INNOVANTE, INCLUSIVE ET DURABLE



Catalogue des projets standard financés dans le cadre
du Programme IEV CTF 'Bassin Maritime Méditerranée'



À PROPOS DU PROGRAMME IEV CTF MED	4
L'APPEL À PROJETS STANDARD : FAITS ET CHIFFRES	6

1. DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET DES PME 8

1.1 Start-ups et entreprises récemment créées 10-15

• GIMED - Projet Impact Vert en Méditerranée - Des investissements positifs pour des impacts positifs	10
• IPMED - Améliorer les capacités en Propriété Intellectuelle pour une croissance intelligente, durable et inclusive dans la région méditerranéenne	12
• MEDSt@rts - Système de soutien à la microfinance pour les startups méditerranéennes	14

1.2 Clusters économiques euro-méditerranéens 16-27

• FISH MED NET - Réseau de pêche méditerranéen	16
• MedArtSal - Modèle de gestion durable pour les salines artisanales méditerranéennes	18
• MedSNAIL - Réseaux durables pour l'innovation agroalimentaire leader en Méditerranée	20
• ORGANIC ECOSYSTEM - Renforcer les écosystèmes organiques transfrontaliers en renforçant les alliances agroalimentaires	22
• SME4SMARTCITIES - Les PME méditerranéennes ensemble pour rendre les villes plus intelligentes	24
• TEX-MED ALLIANCES - Alliances textiles méditerranéennes pour le développement des entreprises, l'internationalisation et l'innovation	26

1.3 Tourisme durable 28-35

• CROSSDEV - Itinéraires culturels pour le développement social et économique durable en Méditerranée	28
• MED GAIMS - La ludification pour des expériences touristiques inoubliables	30
• Med Pearls - La Méditerranée en tant que destination innovante, intégrale et unique pour les initiatives du Slow Tourism	32
• MEDUSA - Développement et promotion du tourisme d'aventure durable en Méditerranée	34

2. TRANSFERT DE TECHNOLOGIE ET INNOVATION 36

2.1 Transfert de technologie et commercialisation des résultats de la recherche 38-41

• BESTMEDGRAPE - Nouvelles opportunités commerciales et durabilité environnementale en utilisant des produits nanotechnologiques MED GRAPE	38
• LIVINGAGRO - Laboratoires vivants transfrontaliers pour l'agroforesterie	40

2.2 Accès des PME à la recherche et à l'innovation 42-47

• GREENinMED - Accélérer l'adoption par les PME MED de solutions éco-innovantes en matière de gestion de l'énergie et de l'eau	42
• INNOMED-UP - Promotion de la valorisation des déchets dans l'économie circulaire à travers l'innovation et l'éducation pour les industries créatives dans les villes méditerranéennes	44
• MAIA-TAQA - Mobiliser de Nouveaux Domaines d'Investissement et Améliorer Ensemble la Qualité de Vie de Tous	46

3. INCLUSION SOCIALE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ 48

3.1 Professionnalisation des jeunes et des femmes 50-55

• HELIOS - Améliorer l'inclusion sociale des NEETS	50
• InnovAgroWoMed - Innovation sociale dans le secteur agroalimentaire pour l'autonomisation des femmes dans le bassin de la mer Méditerranée	52
• RESMYLE - Repenser l'emploi et l'insertion sociale des jeunes méditerranéens à travers le développement durable	54

3.2 Economie sociale et solidaire 56-61

• MedTOWN - Coproduire des politiques sociales avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire	56
• MoreThanAJob - Renforcer l'économie sociale et solidaire pour les personnes sans emploi, sans instruction et des réfugiés	58
• TEC-MED - Développement d'un modèle transculturel d'assistance socio-éthique pour les populations dépendantes du bassin méditerranéen	60

4. ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE 62

4.1 Efficacité hydrique 64-73

• AQUACYCLE - Vers un traitement et une réutilisation durables des eaux usées dans la région méditerranéenne	64
• MEDISS - Système intégré méditerranéen d'approvisionnement en eau	66
• MENAWARA - Réutilisation de l'eau non conventionnelle en agriculture dans les pays méditerranéens	68
• NAWAMED - Solutions basées sur la nature pour la réutilisation des eaux domestiques dans les pays méditerranéens	70
• PROSIM - Promotion de la gestion durable de l'irrigation et de l'utilisation non conventionnelle de l'eau en Méditerranée	72

4.2 Gestion des déchets 74-81

• CEOMED - Application des principes de l'économie circulaire à la fraction organique de la gestion des déchets solides municipaux dans les pays méditerranéens	74
• CLIMA - Action innovante de nettoyage en Méditerranée : réduire les déchets pour stimuler les économies	76
• DECOST - Compostage décentralisé dans les petites villes	78
• MED-InA - Une alliance méditerranéenne intégrée en matière de déchets pour les villes et les citoyens	80

4.3 Efficacité énergétique et énergies renouvelables 82-91

• BEEP - BIM (modélisation des données du bâtiment) pour l'Efficacité Énergétique dans le Secteur Public	82
• BERLIN - Réhabilitation efficiente de bâtiments publics grâce aux nanoréseaux intelligents et résilients en utilisant le stockage	84
• ESMES - Réseau d'Écoles Méditerranéennes en Énergie Intelligente	86
• GreenBuilding - Réduire la consommation d'énergie pour des bâtiments écologiques en respectant les utilisations actuelles et les besoins du public	88
• Med-EcoSuRe - Les universités méditerranéennes comme catalyseur pour les rénovations éco-durables	90

4.4 Gestion intégrée des zones côtières 92-97

• Co-Evolve4BG - Coévolution des activités humaines sur le littoral et des systèmes naturels pour un tourisme durable et une croissance bleue en Méditerranée	92
• COMMON - Réseau de gestion et de surveillance côtière pour la lutte contre les déchets marins en Méditerranée	94
• MED4EBM - Forum méditerranéen pour la gestion appliquée basée sur les écosystèmes	96

À propos du Programme IEV CTF Med

*Nous faisons de
la coopération
une réalité en
Méditerranée!*

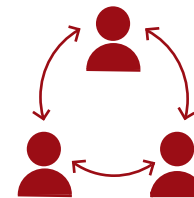


14 pays participants

ALGÉRIE*	GRÈCE	MALTE
CHYPRE	JORDANIE	PALESTINE
EGYPTE	ISRAËL	PORTUGAL
ESPAGNE	ITALIE	TUNISIE
FRANCE	LIBAN	



112 territoires couverts



198 millions de personnes
vivent dans la zone de
coopération



209 millions d'euros.
Contribution de l'UE
au Programme

* L'Algérie a adhéré au Programme mais n'a pas signé la convention de financement avec l'Union européenne au moment de la publication de cette brochure.

L'appel à projets standard : faits et chiffres

439

demandes de subvention soumises

41

projets financés

289

organismes impliqués

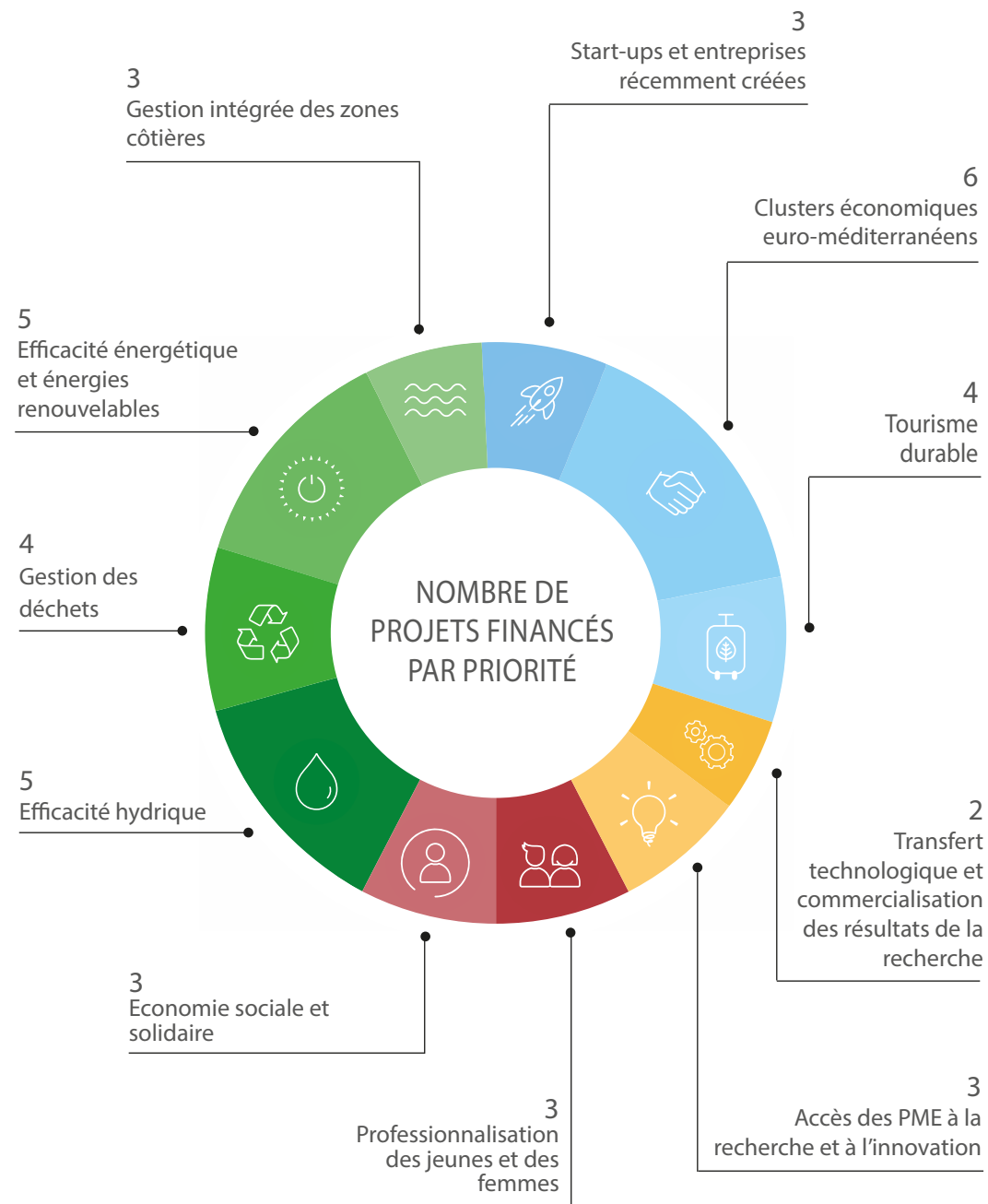
13

pays représentés

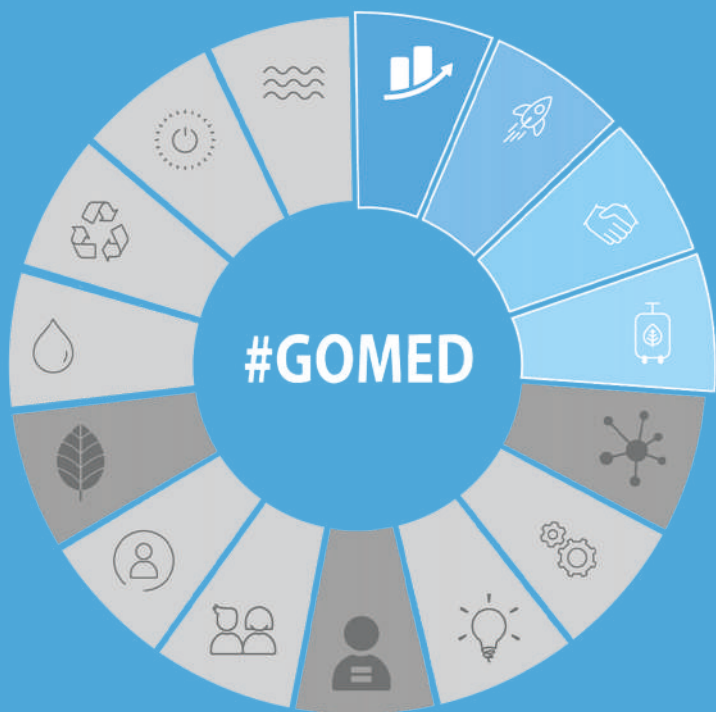
CHYPRE	JORDANIE	PALESTINE
EGYPTE	ISRAËL	PORTUGAL
ESPAGNE	ITALIE	TUNISIE
FRANCE	LIBAN	
GRÈCE	MALTE	

112

valeur des projets financés
(en millions d'euros)



DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET DES PME



Start-ups et entreprises récemment créées

Soutenir les **start-ups innovantes** et les **entreprises récemment créées** avec un accent particulier sur les jeunes et femmes entrepreneurs, et faciliter la protection de leurs droits de propriété intellectuelle et leur commercialisation

Objectifs des projets financés

240
emplois dans des
start-ups innovantes

80
produits protégés
par les législations
et réglementations en
matière de protection
intellectuelle

80%

des entreprises
dans la région
Méditerranée
sont des PME



Clusters économiques euro-méditerranéens

Renforcer et soutenir les **réseaux, clusters, consortiums** et chaînes de valeur euro-méditerranéens dans les secteurs traditionnels et non traditionnels

Objectifs des projets financés

132
nouveaux accords
commerciaux conclus
entre des entreprises de la
zone de coopération

100
nouveaux produits et
services vendus sur les
marchés nationaux et
internationaux

9%

du commerce
dans la région
Méditerranée
intervient entre
l'UE et ses voisins
du Sud



Tourisme durable

Encourager les **initiatives et actions en matière de tourisme durable** visant à la diversification dans de nouveaux segments et niches

Objectifs des projets financés

755
personnes
améliorant leur
compétences en
gestion touristique

81
nouveaux forfaits de
tourisme durable créés
pour augmenter le nombre
de visites hors saison

11%

Pourcentage
de contribution
moyenne de
l'industrie du
tourisme au
PIB en région
Méditerranée

*Source: Plan Bleu



Projet Impact Vert en Méditerranée - Des investissements positifs pour des impacts positifs



Agence de gestion des déchets de Catalogne



Association des entreprises d'Alexandrie



Fondation Communauté de Messine



Fondation Berytech



Leaders Organisation



Confédération Tunisienne des Entreprises Citoyennes

Le développement d'une économie verte dans l'espace méditerranéen pour lutter contre la dégradation de l'environnement représente un vivier d'emplois pour les jeunes diplômé.es et les femmes. Renforcer l'entrepreneuriat éco-innovant est une solution reconnue, même si les entreprises vertes sont confrontées à un ensemble de défis complexes, notamment à un accès limité au financement, à des marchés encore peu développés et à un soutien fragmenté des acteurs du secteur. GIMED vise à accompagner le développement d'entreprises éco-innovantes afin de créer de l'emploi et stimuler l'économie verte et circulaire en Méditerranée. Le projet va mettre en place un « Standard d'Entrepreneuriat Vert » soutenu par les Nations Unies qui standardise les outils de soutien nécessaires pour créer des entreprises rentables et attribuer à ces dernières un label de qualité pour améliorer leur accès au financement et aux marchés. Sur le terrain,



le projet formera des éco-innovateurs et encouragera les institutions financières à investir dans le secteur de l'éco-innovation en Méditerranée.

OBJECTIF

Soutenir les entrepreneurs et les entreprises en phase de démarrage pour améliorer leur accès au financement et aux marchés, et encourager les investisseurs et les administrations publiques à proposer plus d'opportunités d'investissement et de services business-to-business (B2B) aux entrepreneurs, créant ainsi de l'emploi et stimulant l'économie verte en Méditerranée.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

20 nouvelles entreprises, employant un minimum de 2 personnes chacune, seront établies et 100 entreprises existantes seront accompagnées dans l'optique d'accéder à de nouveaux financements et à, des opportunités commerciales, tout en augmentant leur potentiel de croissance dans le secteur de l'économie verte et circulaire. Par ailleurs, un réseau d'investisseurs sera mis en place et les partenaires travailleront en étroite collaboration avec les administrations publiques pour les aider à mieux soutenir les startups vertes, notamment dans les domaines des droits de propriété intellectuelle et des procédures de marchés publics.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

• 400 entrepreneurs, femmes et jeunes occupant des postes de direction dans des entreprises en phase de démarrage dans l'écono-

mie verte et circulaire.

- Institutions financières et investisseurs.
- Administrations publiques.
- Incubateurs et accélérateurs.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 100 ateliers de développement des compétences dédiés aux entrepreneurs sur l'éco-conception et les modèles d'entreprise dans le domaine de l'économie verte.
- 200 séances de coaching sur l'accès au financement et aux marchés.
- 8 subventions en cascade pour consolider le développement des entreprises créées.
- 10 évènements de networking pour mettre en relation les entrepreneurs et les investisseurs.
- 5 sessions de formation dédiées aux institutions publiques sur le soutien à l'éco-entrepreneuriat.
- 1 cadre standard d'entrepreneuriat vert développé et mis en place.
- 1 programme d'incubation sur l'entrepreneuriat vert au Liban.
- 1 document contenant des recommandations pour améliorer l'économie verte et circulaire ainsi que le soutien aux entreprises éco-innovantes.

BUDGET

€ 2 633 106
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Enrique De Villamore
evillamore@scprac.org



IPMED



Améliorer les capacités en Propriété Intellectuelle pour une croissance intelligente, durable et inclusive dans la région méditerranéenne



Société jordanienne pour le développement des entreprises - Antenne d'Irbid



Institut Agora pour la gestion des connaissances et le développement



Chambre de commerce et d'industrie de Thessalonique



FILSE - Agence financière de la région de Ligurie



Chambre de commerce et d'industrie de Tunis

Un lien solide entre les droits de propriété intellectuelle (DPI), la recherche et l'innovation constitue un pilier fondamental des sociétés fondées sur la connaissance. Indispensables au développement et à la compétitivité des startups, des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) et des entrepreneurs, les DPI sont toutefois l'élément le plus souvent méconnu ou négligé par ces groupes dans la prise de décision en Europe et au-delà. Des études récentes sur la compétitivité des entreprises et les performances économiques montrent que seules 9% des PME utilisent les DPI en Europe (contre 40% dans les grandes entreprises). Pourtant, les petites entreprises détenant des droits de propriété intellectuelle obtiennent de meilleurs résultats que celles qui n'en ont pas (notoriété accrue, perspectives commerciales à long terme et chiffre d'affaires plus élevé). Dans la zone euro-méditerranéenne, il est essentiel de modifier ce modèle de faible intérêt pour les

DPI afin d'aider les territoires des deux rives du bassin à atteindre une croissance intelligente, durable et inclusive. IPMED entend contribuer à ce changement en aidant les autorités locales à comprendre comment elles peuvent mieux aider les entrepreneurs à accéder, utiliser et optimiser leur potentiel de croissance, et à renforcer les DPI des jeunes entrepreneurs.

OBJECTIF

Contribuer au potentiel d'innovation des jeunes et des femmes entrepreneurs en Méditerranée grâce à l'amélioration de leurs connaissances et capacités en matière de droits de propriété intellectuelle et par le renforcement du soutien des autorités locales.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

L'impact d'IPMED sera double: une capacité accrue des pouvoirs publics et des acteurs clé de l'innovation pour faciliter l'accès des jeunes entreprises innovantes, des jeunes et des femmes entrepreneurs aux systèmes de DPI et de commercialisation, et une amélioration des capacités des startups, des jeunes et femmes pour une gestion efficace de la propriété intellectuelle. Comme résultat, les MPME méditerranéennes seront plus compétitives et capables de se livrer à un transfert de technologie, à des activités d'innovation et de recherche collaboratives au niveau local, national et transnational.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 200 jeunes et femmes entrepreneurs et 40 MPME.

- 100 employés des chambres de commerce, des agences d'innovation, des ministères, des bureaux de DPI et des acteurs clé dans le secteur de l'innovation.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 1 000 personnes impliquées dans des séances de formation sur l'utilisation et la gestion des DPI.
- 3 visites d'études transfrontalières.
- 1 bibliothèque virtuelle mettant en valeur les bonnes pratiques en matière de DPI.
- 450 services personnalisés en matière de DPI et d'innovation fournis aux startups, aux jeunes et aux femmes entrepreneurs.
- 8 documents politiques visant à harmoniser les lois sur la propriété intellectuelle, les règlements et les pratiques dans les pays participant au projet, en incluant les meilleures pratiques internationales.

BUDGET

€ 1 194 594
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Mutaz Alnumair
mutaz.alnumair@jedco.gov.jo



Système de soutien à la microfinance pour les startups méditerranéennes

-  **Fondation de Sardaigne**
-  Société financière de la Région de Sardaigne
-  Chambre de coopération arabo-italienne
-  Chambre d'Achaïe
-  Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Sidon et du sud Liban
-  Leaders Organisation
-  Chambre de commerce et d'industrie de Sfax

Les jeunes qui ont une idée prometteuse de création d'entreprise sont nombreux dans la région méditerranéenne. Cependant, ces jeunes font face à une multitude de défis pour accéder à un financement et il leur est souvent impossible de récolter suffisamment d'argent pour démarrer ou développer leur entreprise. MEDSt@rts veut aider les jeunes à surmonter cet obstacle dissuasif. Pour cela, le projet développera un modèle d'accompagnement innovant pour faciliter l'accès au financement des personnes qui ne peuvent pas obtenir un prêt bancaire. MEDSt@rts cible les jeunes méditerranéens ayant des idées commerciales innovantes, en phase initiale ou de consolidation. Le repérage, la formation et le financement seront les trois étapes principales de l'approche du projet. En conséquence, des nouvelles MPME et de nouveaux emplois seront créés dans chaque pays participant au projet.



OBJECTIF

Faciliter l'accès au crédit aux jeunes et aux femmes en élargissant les options de financement disponibles et en développant des mesures de soutien aux entreprises complémentaires et alternatives.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Le développement d'un nouveau modèle de soutien aux entreprises, inspiré par les principes de la finance éthique et solidaire, permettra à de nombreux jeunes et à des femmes de créer et de développer leurs propres entreprises. Le projet devrait déboucher sur la création de 75 nouvelles entreprises et de 225 nouveaux emplois.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 75 jeunes en recherche d'emploi et entrepreneurs en herbe, entreprises en phase de démarrage.
- 60 acteurs de la microfinance : business angels, investisseurs en capital-risque, institutions financières privées et publiques.
- Lycéens et étudiants.
- Autorités locales, MPME, agences locales pour l'emploi, centres d'affaires, chambres de commerce.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 1 base de données répertoriant tous les systèmes de microfinance disponibles dans la région méditerranéenne.
- 60 organisations qui feront partie d'un réseau méditerranéen sur le micro-financement et le microcrédit pour le développement des entreprises.

- 75 idées d'entreprises innovantes identifiées et soutenues dans différents secteurs, en particulier l'économie numérique, le tourisme durable, l'artisanat, etc.
- 15 paquets de micro-financement, qui associent le soutien direct (subvention en cascade) et le financement participatif pour soutenir la croissance des meilleures idées d'entreprise sélectionnées.

BUDGET

€ 2 831 039
(90% de contribution UE)

DURÉE

30 mois

CONTACT

Daniele Tronci
tronci@fondazioneisardegna.it



Réseau de pêche méditerranéen

-  **Communauté de communes du Sud Corse**
-  Legacoop agroalimentaire, Département de la pêche
-  Haliéus
-  Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes - Institut agronomique méditerranéen de Bari
-  Ministère de l'Agriculture, Direction du développement rural et des ressources naturelles
-  Centre de Développement Économique et Social de Palestine
-  Association tunisienne pour le développement de la pêche artisanale

Des décennies de surpêche ont considérablement nui au secteur de la pêche en Méditerranée. Les captures de pêches sont en train de diminuer, ce qui a un impact négatif sur les revenus et l'emploi. Par conséquent, l'attrait de la pêche pour les jeunes est en chute libre. Pourtant, la pêche est toujours un secteur économique clé en Méditerranée avec un grand potentiel commercial - cependant sous-exploité - autour de la diversification et l'intégration avec d'autres secteurs comme la pêche touristique, les services maritimes environnementaux, le patrimoine de la pêche et de l'innovation dans la chaîne agroalimentaire. Malheureusement, l'industrie reste trop fragmentée, les MPME ne sont pas assez interconnectés et les pouvoirs publics manquent de capacité à créer un environnement propice à la diversification du secteur. FISH MED NET aborde ces obstacles

persistants. Le projet formera des MPME du secteur de la pêche, en augmentant leur potentiel de diversification et d'intégration, en favorisant le développement de nouveaux produits et services. Des alliances entre entreprises combleront l'écart d'intégration entre les MPME en favorisant des modèles commerciaux et des activités de marketing en commun. Enfin, le projet développera les compétences des autorités publiques pour encourager un développement durable et efficace du secteur de la pêche.

OBJECTIF

Renforcer la capacité du secteur de la pêche afin de saisir les opportunités de diversification et d'intégration, à travers le développement de compétences et une formation spécifique pour les autorités locales et les MPME.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

La diversification et l'intégration de l'industrie de la pêche, l'amélioration des processus d'innovation et une augmentation de visibilité sur les marchés conduiront à une hausse de la rentabilité du secteur, à la création d'emplois et à une amélioration des conditions de travail pour les pêcheurs. Par conséquent, l'ensemble du secteur retrouvera une certaine attractivité pour les jeunes et sera davantage connecté au reste de l'économie locale, en vue de promouvoir une économie bleue intégrée et durable.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 80 jeunes issus d'au moins 30 MPME du secteur de la pêche artisanale.
- 30 employés des institutions publiques.
- Opérateurs de l'industrie de la pêche.
- Communautés côtières dépendant des activités de la pêche.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 4 nouveaux modèles d'entreprises pour la diversification de la pêche.
- 100 participants aux activités de formation.
- 6 pôles de conseil activés.
- 60 MPME du secteur présentes dans des foires internationales et à des événements nationaux.
- 15 tables rondes favorisant le dialogue entre les administrations publiques et les MPME organisées.
- 5 subventions en cascade pour soutenir les initiatives de diversification de la pêche menées par des partenariats public-privé.

BUDGET

€ 2 242 131
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois


CONTACT

Laurence Giraschi
direction.economie@cc-sudcorse.fr



Modèle de gestion durable pour les salines artisanales méditerranéennes

 Consortium universitaire d'économie industrielle et de gestion, Division de l'énergie et de l'environnement

 Fondation MEDSEA

 Union internationale pour la conservation de la nature, Centre de Coopération pour la Méditerranée

 Université de Cadix, Département de biologie

 Association pour le développement des capacités rurales

 Commerce équitable Liban

 Chambre Tuniso-Italienne de Commerce et d'Industrie

 Société Saïda

Aujourd'hui, les salines à travers la Méditerranée souffrent d'une double pression, aussi bien environnementale qu'économique. La production des salines fait notamment face à la forte concurrence mondiale, notamment l'extraction minière du sel. Aussi, les salines sont confrontées au choix de fermer, d'industrialiser la production ou de modifier l'orientation commerciale vers un modèle fondé sur le tourisme durable et les produits artisanaux. Cette troisième option est l'idée portée par MedArtSal. Le projet définira un modèle de gestion durable et adaptable pour les salines artisanales en abordant notamment les aspects de marketing et de protection de la biodiversité. D'une part, les responsables de salines bénéficieront d'une formation actualisée sur la manière de mettre en place une gestion qui leur permet de rester compétitifs, notamment grâce à la diversification

des productions. D'autre part, les décideurs institutionnels contribueront à concevoir un modèle durable qui sera ensuite testé dans deux salines artisanales en Espagne et en Tunisie. Enfin, un réseau de salines méditerranéennes artisanales sera créé pour capitaliser les résultats du projet à long terme.

OBJECTIF

Définir un modèle de gestion durable et adaptable pour les salines artisanales, y compris un plan stratégique pour la commercialisation et la diversification des produits, la promotion des métiers artisanaux du sel et la restauration et conservation de la biodiversité.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Le projet conduira à la reprise économique, sociale et environnementale des salines concernées. D'un point de vue économique, des nouveaux produits et services connexes (tourisme, logistique, par exemple) fondés sur la valorisation des produits à base de sel seront créés. Les salines bénéficieront également d'une gestion plus durable grâce à une meilleure utilisation des ressources naturelles. Enfin, des opportunités d'emploi liées à la production du sel seront générées, ainsi qu'une sensibilisation accrue des communautés et des institutions publiques sur l'importance des salines pour les économies locales.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- Gestionnaires de salines artisanales.
- Producteurs de sel.
- Autorités nationales, régionales et locales.

- Chambres de commerce et associations professionnelles.
- Collectivités locales et consommateurs.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 1 cartographie et analyse de la situation économique, environnementale et réglementaire des salines artisanales en Méditerranée.
- 1 modèle de développement durable des salines artisanales.
- 2 projets de démonstration sur la diversification des produits des salines/services réalisés en Espagne (La Esperanza) et en Tunisie (Sidi Al-Hani).
- 10 actions pilotes pour le développement de nouveaux produits/services dans des salines sélectionnées.
- 1 plan marketing stratégique pour la promotion des salines.
- 50 salines artisanales impliquées dans 2 foires MedArtSal organisées en Tunisie et au Liban.
- 1 réseau de salines artisanales méditerranéennes créé.

BUDGET

€ 3 299 001
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Martina Vallerotonda
m.vallerotonda@cueimroma.it



Réseaux durables pour l'innovation agroalimentaire leader en Méditerranée



Fédération Andalouse des Communes et Provinces



Fondation Slow Food pour la Biodiversité



Femmes pour le Développement Culturel



Université américaine de Beyrouth



Comité Régional de Gozo



Société de Développement de la Femme Rurale



Université de Sfax

De nombreux défis menacent le secteur agroalimentaire en Méditerranée, comme la perte progressive des variétés locales, une forte fragmentation sectorielle, la pauvreté rurale (touchant principalement les femmes), la capacité d'investissement limitée des entrepreneurs ruraux, le manque de formation sur la durabilité socio-environnementale ainsi que des capacités limitées en matière de planification et de marketing. En outre, les réglementations de l'UE en matière de sécurité alimentaire constituent un obstacle pour de nombreux petits producteurs des pays non-membres de l'UE. MedSNAIL s'attaquera à ces problèmes en favorisant l'amélioration et le développement des chaînes de valeur dans l'agriculture traditionnelle à petite échelle afin d'offrir davantage d'opportunités commerciales. Le projet se base sur l'expérience et les méthodes consolidées du SlowFood, une organisation internationale visant à promouvoir l'alimentation

traditionnelle en mettant l'accent sur la préservation de la biodiversité.

OBJECTIF

Favoriser le développement durable des PME agro-alimentaires méditerranéennes en valorisant les produits traditionnels selon une approche « lente » et les principes de chaîne courte.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

L'utilisation de méthodes de production et d'agriculture durables, aussi bien au niveau social qu'environnemental, sera encouragée dans toute la région méditerranéenne. Le projet prévoit l'amélioration de la qualité, quantité et visibilité des produits alimentaires locaux. Par conséquent, une augmentation des revenus des petites entreprises rurales, en mettant l'accent sur celles dirigées par des femmes, est prévue. Enfin, des emplois seront créés dans les PME agroalimentaires accompagnées ou récemment établies.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 300 petits producteurs et agriculteurs.
- 60 autorités publiques.
- 60 jeunes diplômés universitaires.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 1 étude sur l'agro-biodiversité dans les régions cibles.
- 2 cours de formation sur l'approche slow food et ses bonnes pratiques.
- 1 alliance MedSNAIL entre petits producteurs, autorités publiques et entreprises pour promouvoir une alimentation saine et équitable.
- 90 MPME impliquées dans des projets pilotes

pour une chaîne de valeur alimentaire durable.

- 6 plateformes lentes créées pour fournir des services de conseil aux MPME du secteur agroalimentaire.
- 6 marchés fermiers créés.
- 1 alliance des chefs euro-méditerranéens établie.

BUDGET

€ 2 028 807
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Teresa Muela Tudela
tmuela@famp.es



ORGANIC ECOSYSTEM



Renforcer les écosystèmes organiques transfrontaliers en renforçant les alliances agroalimentaires



Ministère de l'Agriculture



Association jordanienne des exportateurs et producteurs de fruits et légumes



Association des chambres de commerce et d'industrie méditerranéennes



Centre pour l'innovation et la culture



Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes - Institut agronomique méditerranéen de Bari



Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Zahlé et de la Bekaa



Syndicat des agriculteurs de Tunisie

Les productions agricoles exercent beaucoup de pression sur l'environnement. La fertilité des sols, la biodiversité et la vie humaine subissent l'impact négatif d'une agriculture intensive et extensive. Il est indéniable que l'agriculture biologique est une excellente solution pour assurer la sécurité alimentaire ainsi que la durabilité de l'environnement. Cependant, l'agriculture biologique est encore relativement peu développée en Méditerranée où la situation est hétérogène d'un pays à l'autre. Les principaux défis communs sont des politiques incohérentes ou manquantes des gouvernements nationaux/locaux, une faible capacité d'innovation, des connaissances limitées sur les pratiques agricoles durables et des chaînes de valeur relativement peu développées dans lesquelles les MPME sont engagées de manière inégale. Le projet ORGANIC ECOSYSTEM vise à réduire ces obstacles et à rendre les MPME qui opèrent dans l'agriculture biologique, plus compétitives

et mieux intégrées. L'idée est d'établir un écosystème transfrontalier agroalimentaire qui fixera des règles pour la croissance du secteur biologique dans toute la Méditerranée. Le secteur sera renforcé par de nouvelles alliances commerciales, la création de chaînes de valeur innovantes, et un soutien spécialisé offert aux MPME pour améliorer la qualité et la commercialisation des produits, ainsi que leur capacité à accéder à de nouveaux marchés.

OBJECTIF

Renforcer la compétitivité du secteur de l'agriculture biologique à travers le développement d'un écosystème biologique méditerranéen, qui favorise l'innovation et une meilleure agrégation des chaînes de valeur dans le secteur.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

L'établissement d'un écosystème d'agriculture biologique en Méditerranée va se traduire par de meilleures politiques de soutien, des outils et des services plus efficaces et, par conséquent, une compétitivité accrue des MPME du secteur qui pourra accéder à de nouveaux marchés. Des nouvelles opportunités d'emploi seront créées et les revenus des fermiers et des agriculteurs biologiques augmenteront. On estime également qu'un nombre important de MPME évolueront vers l'agriculture biologique, contribuant ainsi à la protection des sols et de l'environnement.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

• 24 MPME dans le secteur de l'agriculture biologique directement soutenues.

- 150 MPME du secteur alimentaire (production, transformation, approvisionnement, commerce, etc.).
- Autorités publiques.
- Collectivités locales et consommateurs.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 1 réseau transfrontalier de l'agriculture biologique établi pour la coopération, le dialogue et le transfert de connaissances entre les acteurs du secteur.
- 40 journées de formation pour fournir aux MPME des outils et des méthodes visant à stimuler la production, la transformation et la commercialisation de produits biologiques.
- 25 MPME bénéficiant de services de conseil pour faciliter leur entrée dans des chaînes de valeur innovantes de l'agriculture biologique et participer à des foires agroalimentaires internationales.
- 1 laboratoire transfrontalier pour faciliter le networking entre producteurs biologiques, chercheurs, business angels, autorités publiques et autres parties prenantes.

BUDGET

€ 2 428 851
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Khaled Al-Talafih
khaled@moa.gov.jo



Les PME méditerranéennes ensemble pour rendre les villes plus intelligentes



Centre Européen d'Innovation des Entreprises de Murcie



Centre Européen d'Innovation des Entreprises de Malaga



Municipalité de Kfar Saba



Université de Tel Aviv, École Porter pour l'environnement



Agence Financière de la Région de Ligurie, Centre d'Innovation des Entreprises



Al Urdonia lil Ebda Co

Les villes en Méditerranée continuent à se développer tout comme les défis auxquels elles doivent faire face. Les problématiques environnementales, économiques ou sociales émergentes appellent à des solutions urbaines nouvelles et qui n'ont pas encore fait leurs preuves. La demande croissante d'innovation urbaine se traduira par le développement d'un nombre important d'initiatives pour des villes intelligentes, en créant de nouvelles opportunités pour les PME méditerranéennes. Si nous voulons que nos villes soient gérées de façon efficace et deviennent plus vivables, les pouvoirs publics et les PME doivent travailler ensemble pour trouver les meilleures solutions technologiques. SME4SMARTCITIES rendra cette collaboration possible en renforçant les capacités des villes et des PME méditerranéennes. D'une part, le projet aidera les villes à être à l'avant-garde en matière d'innovation,

notamment grâce à l'utilisation des marchés publics innovants. D'autre part, le projet soutiendra les PME méditerranéennes afin de garantir que leurs produits et services répondent aux attentes et aux besoins des villes intelligentes.

OBJECTIF

Soutenir l'entrée des PME sur le marché des villes intelligentes en vue de la création de nouvelles solutions qui répondent d'une manière plus efficace, intelligente et durable aux défis urbains auxquels sont confrontées les villes méditerranéennes.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Le développement de nouveaux produits et services va générer des solutions prêtes à l'emploi pour répondre aux défis des villes intelligentes, en créant des débouchés commerciaux pour les PME. Grâce au projet, la collaboration entre les villes et les PME sera renforcée à travers des accords de Partenariat Public-Privé (PPP) visant à une croissance urbaine plus durable, efficace et intelligente.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 50 PME accompagnées.
- 6 villes méditerranéennes et 50 de leurs fonctionnaires.
- Organisations d'appui aux entreprises, des groupements économiques, des associations professionnelles, des universités et des centres de R&D.
- Communautés locales urbaines bénéficiant de la mise en œuvre de nouvelles initiatives pour les villes intelligentes.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 1 programme de formation pour accompagner l'entrée des PME sur le marché des solutions pour les villes intelligentes.
- 1 plateforme qui fournit des services de conseil aux PME en matière de création d'idées, de définition et développement de concept, de test de marché et d'accès à de nouveaux marchés.
- 1 programme de co-création et co-innovation pour favoriser la coopération entre les PME méditerranéennes.
- 5 solutions innovantes et technologiques spécifiquement adaptées aux villes intelligentes développées et testées.

BUDGET

€ 2 491 299
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Esther Peñalver Ibarra
esther.penalver@esceim.es



TEX-MED ALLIANCES



Alliances textiles méditerranéennes pour le développement des entreprises, l'internationalisation et l'innovation



Confédération de l'industrie textile espagnole



Chambre d'Industrie et de Commerce Germano-arabe



Association hellénique de l'industrie de la mode



Association industrielle du Nord de la Toscane



Chambre de commerce d'Amman



Fédération palestinienne des industries



Pôle de compétitivité de Monastir-El Fejja



Centre technique du textile

Comme bien d'autres secteurs, celui du textile a radicalement changé au cours des dernières décennies. Les pays avancés ont introduit des technologies à haute performance et à forte valeur ajoutée, tandis que les pays émergents, principalement asiatiques, ont fortement réduit leurs coûts, créant une forte pression sur les PME méditerranéennes du vêtement. En revanche, le secteur du textile méditerranéen a toujours été peu innovateur. TEX-MED ALLIANCES vise à réduire cet écart d'innovation persistant. Pour ce faire, le projet propose une approche basée sur le développement de deux types d'initiatives : les initiatives transfrontalières identifiées et promues par les partenaires du projet, et des idées/propositions de projets transfrontaliers émanant directement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME). Conjointement, ces actions placeront l'innovation au cœur de la démarche du projet. Au final, TEX-MED ALLIANCES aidera les

MPME du secteur textile et de l'habillement à se développer à l'international, au sein et en-dehors de l'espace méditerranéen, en favorisant la création d'emplois et l'évolution technologique.

OBJECTIF

Aider les MPME méditerranéennes du secteur textile/habillement à développer des innovations à haute performance, à accéder à de nouveaux marchés internationaux et à exploiter le potentiel de l'économie circulaire.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Grâce au projet, les MPME concernées de l'industrie textile/habillement méditerranéenne vont acquérir des connaissances actualisées et des compétences techniques dans le segment de la « mode modeste », des textiles intelligents et l'impression numérique, renforçant ainsi l'innovation, la compétitivité et les capacités de pénétrer de nouveaux marchés. Des solutions pour favoriser la durabilité dans le secteur textile, basées sur les principes l'économie circulaire, seront étudiées et mises en place. L'ambition finale du projet est de transformer le secteur textile méditerranéen en une industrie 4.0, contribuant à sa réorientation vers des productions innovantes et de nouveaux modèles économiques.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- MPME et fabricants de textiles et de vêtements.
- Fournisseurs tels que ceux en matières premières, machines, logiciels, services spécialisés (centres de R&D, logistique).

- Professionnels (designers, stylistes, techniciens, etc.).
- Grossistes, chaînes de distribution, détaillants.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 31 initiatives de soutien à l'internationalisation, à l'innovation, à la modernisation technologique et à l'économie circulaire dans l'industrie du textile et de l'habillement.
- 34 MPME participant à des événements d'affaires clés et à des foires d'internationalisation/d'innovation.
- 1 forum ouvert sur l'économie circulaire afin de partager les meilleures pratiques dans l'industrie du textile.
- 4 événements business to business (B2B) rassemblant au moins 120 MPME.
- 22 MPME participant à de nouvelles alliances et partenariats d'entreprises euro-méditerranéennes.

BUDGET

€ 2 822 733
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT


Mónica Olmos
international@texfor.es




Itinéraires culturels pour le développement social et économique durable en Méditerranée

 **Comité international pour le développement des personnes**


 Société coopérative de culture

 Ministère du patrimoine culturel, des activités culturelles et du tourisme - Secrétariat général

 Université jordanienne des sciences et technologies

 Société royale de conservation de la mer de Jordanie

 Association pour la protection de Jabal Moussa

 Masar Ibrahim Al Khalil

Construire un espace de paix et de stabilité est indispensable en Méditerranée, en réduisant les disparités, en accroissant les possibilités d'une vie digne et des emplois pour tous, et en promouvant le dialogue et la compréhension pour une coexistence pacifique. Le projet CROSSDEV propose de répondre à ces défis grâce à l'exploitation de la culture et du patrimoine comme des atouts pour le développement local socio-économique. CROSSDEV envisage d'accroître la compétitivité du secteur touristique et l'attrait de destinations et zones rurales moins connues, en améliorant les expériences des routes culturelles comme celles du Conseil de l'Europe (par exemple la Route des Phéniciens et l'HerVitis), en Palestine (le Chemin d'Abraham) et en Jordanie (Jordan Trail). Pour atteindre cet objectif, le projet établira un cadre transfrontalier visant à renforcer les politiques de tourisme durable, à promouvoir les entreprises liées au tourisme et à développer des plans d'action pilotés par les communautés

locales. CROSSDEV permettra d'accroître les compétences et les connaissances, contribuant à l'amélioration des pratiques touristiques qui participent au développement socio-économique ainsi qu'à la protection de l'environnement et du patrimoine culturel.

OBJECTIF

Renforcer le développement économique et social des communautés locales, en promouvant les destinations touristiques moins connues en Méditerranée, en diversifiant les produits touristiques durables, en valorisant le patrimoine commun et en élargissant les possibilités d'emploi et d'inclusion sociale.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

La création d'un cadre touristique commun transfrontalier entre les partenaires augmentera l'attrait des destinations émergentes ainsi que l'exploitation des ressources touristiques sous-utilisées tout en favorisant la création d'emploi et d'opportunités de développement pour les destinations touristiques moins connues et les zones rurales défavorisées. Le projet va également générer des produits innovants durables, renforcer la coopération entre les acteurs publics et privés, créer des opportunités commerciales et promouvoir les itinéraires culturels méditerranéens ainsi que les liens historiques. En outre, le projet contribuera à renforcer les compétences des autorités publiques et des entreprises en matière de tourisme durable et d'inclusion sociale au sein des communautés locales.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

• Micro et petites entreprises, guides locaux,

agriculteurs, fabricants d'aliments et d'artisanat, responsables du tourisme, voyageurs.

- Autorités publiques, organisations de la société civile.
- Communautés locales et touristes.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 5 plans d'action locaux pour la promotion des destinations touristiques moins connues.
- 3 accords transfrontaliers pour le développement de stratégies communes pour accroître le tourisme en basse saison.
- 8 sites historiques et culturels mis en valeur.
- 30 entreprises/opérateurs économiques participant à des événements commerciaux transfrontaliers.
- 5 nouveaux produits touristiques durables visant l'innovation et la diversification de l'offre touristique.
- 15 acteurs privés impliqués de manière significative et active dans de nouvelles initiatives touristiques, également via la plateforme ad-hoc numérique territoriale développée afin de promouvoir les initiatives de tourisme durable.
- 2 événements commerciaux transfrontaliers pour promouvoir de nouveaux produits touristiques durables et favoriser la mise en réseau.

BUDGET

€ 2 507 656
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Gianluca Falcitelli
falcitelli@cisp-ngo.org



La ludification pour des expériences touristiques inoubliables



Université américaine de Beyrouth



Direction générale des antiquités



Fondation privée i2CAT, Internet et innovation numérique en Catalogne



Entreprise locale Entité Publique Neàpolis



Fondation Alghero Musées Événements Tourisme



Ministère du Tourisme et des Antiquités - Département des Antiquités



Université jordanienne des sciences et technologies

Les touristes exigeants et avertis d'aujourd'hui ne veulent plus seulement observer, ils veulent aussi vivre les lieux. Cette tendance du tourisme expérientiel est pertinente pour les voyageurs hors saison qui choisissent cette période de l'année non seulement pour réduire leurs coûts, mais également pour éviter le tourisme de masse et augmenter leurs chances de créer des interactions authentiques avec les habitants. C'est pourquoi le projet MED GAIMS développera des formats virtuels pour créer des expériences pour les touristes, apportant un avantage concurrentiel nécessaire à l'attrait des sites moins connus. Le projet vise à accroître les flux touristiques, couvrant toutes les niches et tous les segments, tels que les voyageurs hors saison, en créant des opportunités d'emploi et des start-ups pour les entrepreneurs dans le secteur du jeu vidéo. La sensibilité aux jeux changeant en fonction des cultures - nous n'avons pas tous le même

sens de l'humour - le projet réalisera donc une évaluation multiculturelle et transfrontalière des initiatives avant de les ouvrir aux touristes internationaux. À terme, 40 jeux seront sélectionnés et mis en œuvre dans 12 sites touristiques de 8 destinations.

OBJECTIF

Augmenter les flux touristiques en utilisant les jeux comme instrument pour améliorer et prolonger l'expérience touristique, en particulier là où elle est la plus nécessaire, hors saison et sur des sites moins connus, en intégrant efficacement les jeux dans les stratégies publiques de gestion des destinations touristiques.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

De nouvelles opportunités d'emploi seront créées pour les jeunes, les femmes et les PME locales car le projet s'appuie fortement sur les communautés locales pour concevoir et mettre en œuvre les jeux, par le biais d'activités indépendantes ou de jeunes entreprises, tant pour les personnes hautement qualifiées (technologiques) que peu qualifiées (manuelles, organisationnelles). Le projet améliorera la notoriété des destinations concernées, offrant des expériences enrichies, testées au niveau culturel, en encourageant, l'exploration de plus de sites, des séjours plus longs et des visites de retour.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 40 acteurs publics (gérants de destinations touristiques, gérants de sites, responsables de la politique touristique).
- 40 acteurs privés (organisations de la société

civile locales, associations culturelles et professionnelles, écoles, PME) impliqués dans la création et la mise en œuvre de jeux, ainsi que dans des activités de soutien aux entreprises.

- Demandeurs d'emploi et jeunes diplômés.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 2 concours d'idées pour les opérateurs créatifs et culturels.
- 8 laboratoires créatifs pour la conception de jeux.
- 8 hackathons pour le développement de jeux.
- 40 initiatives pilotes (applications de jeux pour des sites touristiques).
- 4 visites d'étude.
- 8 stratégies de tourisme expérientiel.
- 4 salons internationaux de ludification touristique.
- 1 boîte à outils de ludification pour soutenir les créateurs de jeux.

BUDGET

€ 2 381 238
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACTS

Fadia Homaidan
fh01@aub.edu.lb

Daniel Asmar
da20@aub.edu.lb



La Méditerranée en tant que destination innovante, intégrale et unique pour les initiatives du Slow Tourism



Office catalan de tourisme



Confédération des associations professionnelles européennes égyptiennes



Fédération des chambres de commerce égyptiennes - Chambre d'Alexandrie



Municipalité de Thessalonique



Voyage de découverte et tourisme LLC



APS Perles méditerranéennes



Incubateur de TIC en Palestine



Société Palestinienne de la faune et de la flore

La plupart des modèles de tourisme dans la région méditerranéenne sont basés sur le tourisme de masse et ont une vision fragmentée de la région comme étant la somme de différents marchés. MED PEARLS a pour objectif de positionner la Méditerranée au niveau international en tant que destination unique et intégrale à travers le Slow Tourism (ST), qui invite les voyageurs à découvrir de nouvelles destinations de manière durable et responsable, tout en prenant le temps d'avoir un contact direct avec les communautés locales. Le projet fournira un ensemble de 26 nouveaux produits ST créés par des agences réceptives et des entreprises TIC locales, grâce à un soutien financier et technique pour faciliter le développement de produits innovants. L'idée est de créer des expériences similaires basées sur la typologie de produits et de thèmes convenus entre les partenaires. Les visiteurs vivront donc des expériences similaires, de même qualité, dans

l'une des 13 zones ciblées par Med Pearls. Le projet s'adressera aux marchés locaux et internationaux, comme les États-Unis, le Canada, l'Europe du Nord, la Russie ou l'Asie, en organisant une stratégie complète de commercialisation et de marketing.

OBJECTIF

Positionner la région méditerranéenne au niveau international en tant que destination intégrale de qualité et de l'excellence du Slow Tourism, en créant un modèle compétitif fondé sur les partenariats public-privé, la diversification, les voyages hors saison, l'inclusion sociale et le développement économique local.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Les effets positifs des activités de Med Pearls sont liés à la création d'emplois provenant du développement des produits de Slow Tourism et à l'extension correspondante de la durée moyenne des séjours des voyageurs. Par ailleurs, les zones touristiques moins connues seront promues en exploitant les ressources locales de manière respectueuse et responsable, et les communautés/entreprises locales joueront un rôle essentiel dans la création de produits de Slow Tourism. Enfin, la stratégie de vente croisée de Med Pearls assurera la commercialisation de la Méditerranée en tant que destination touristique intégrale, et non simplement en tant que somme de différents marchés.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

• 630 acteurs privés parmi les agences réceptives, les propriétaires d'hébergement, les en-

treprises de transport, les entreprises de sport et de tourisme actif, les jeunes entreprises de TIC.

- 120 entités publiques.
- Touristes et communautés locales.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 390 personnes formées au développement, au marketing et à la promotion des produits de Slow Tourism.
- 2 facilités pour le développement de produits innovants dans le secteur du Slow Tourism.
- 26 produits de Slow Tourism et 6 solutions TIC créés.
- 40 initiatives de marketing et de visibilité pour promouvoir les produits et destinations touristiques développés.
- 13 plans d'action pour la mise en œuvre de stratégies de Slow Tourism dans les zones pilotes.

BUDGET

€ 3 015 132
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Blanca Cros Moll
bcros@gencat.cat

MEDUSA



Développement et promotion du tourisme d'aventure durable en Méditerranée



Chambre officielle de commerce, d'industrie, de services et de navigation de Barcelone



Association des chambres de commerce et d'industrie méditerranéennes



Région des Pouilles - Département du tourisme, de l'économie, de la culture et de la valorisation du territoire



Association des opérateurs de voyages en Jordanie



Société royale pour la conservation de la nature



Fondation René Moawad



WWF Méditerranée Afrique du Nord

La région méditerranéenne est l'une des principales destinations touristiques du monde. Confrontée à une concurrence accrue et à une dégradation de la situation politique, en particulier en matière de sécurité, cette destination présente des symptômes de ralentissement rendant prioritaire la reprise économique du secteur. Ce ralentissement pourrait également constituer une opportunité pour transformer le modèle touristique actuel en un modèle durable et compétitif, en relevant les défis sectoriels marqué par la prédominance du tourisme balnéaire de masse, dépendant du marché européen et des déséquilibres territoriaux. MEDUSA abordera ces défis communs à travers des interventions transfrontalières et via le renforcement des capacités visant à développer et promouvoir le tourisme d'aventure dans la région, une niche qui a augmenté de 195% entre 2010 et 2014. En créant et en testant des itinéraires offrant des produits de tourisme d'aventure améliorés,

MEDUSA contribuera à la création d'emplois et de richesse pour les communautés locales à moyen et long terme. Par ailleurs, le projet pourrait révéler des destinations moins connues et attirer des touristes tout au long de l'année.

OBJECTIF

Développer un secteur de tourisme d'aventure compétitif en région méditerranéenne, fondé sur les valeurs de durabilité environnementale, économique et sociale, et en utilisant les atouts des territoires, des alliances stratégiques et des actions pilotes.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

La visibilité des destinations moins connues et des communautés locales capables de générer et d'améliorer des produits de tourisme d'aventure sera accrue, ce qui créera de nouvelles opportunités d'emploi, en particulier pour les femmes et les jeunes. En outre, une répartition plus équilibrée des flux de touristes en termes de saisonnalité et de zones géographiques sera soutenue, ainsi que l'intégration des communautés locales dans les activités touristiques. De plus, le projet mettra l'accent sur l'empreinte environnementale des activités touristiques grâce à la sauvegarde de la biodiversité, de la faune, des ressources naturelles et des communautés rurales.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

• 110 autorités publiques notamment des ministères du tourisme et de l'environnement, des gouvernements régionaux et nationaux, des municipalités, des offices de tourisme et des associations.

- 250 organismes du secteur privé, y compris des tour-opérateurs et des agences de voyage, des guides touristiques, PME, agriculteurs, promoteurs hôteliers, ONG.
- 60 organisations de la société civile regroupant des organisations du patrimoine, des associations sportives, des organisations de parcs et de la faune.
- Communautés locales de 135 municipalités.

RÉALISATIONS PRÉVUES

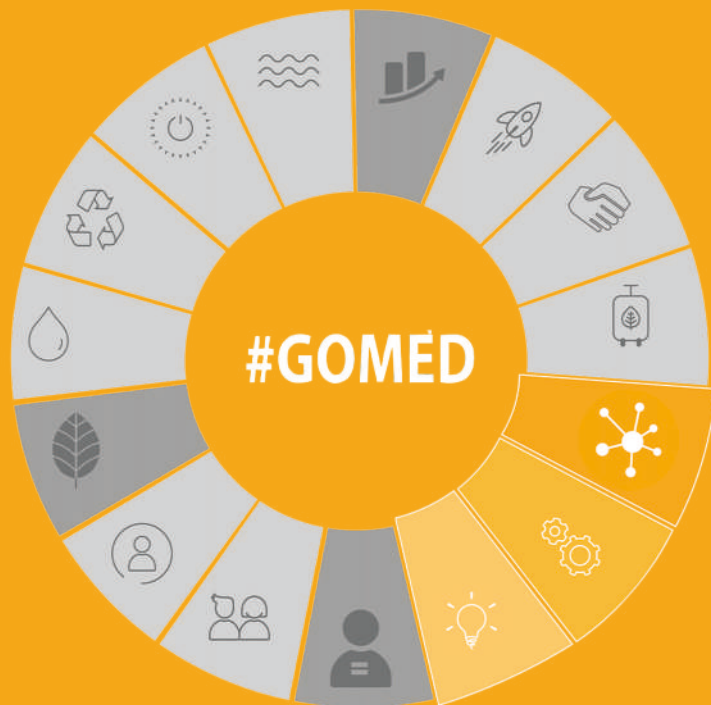
- 1 étude de marché et 1 rapport d'analyse sur le tourisme d'aventure dans la région méditerranéenne.
- 33 sessions de formation organisées sur la gestion de destination durable et la planification d'entreprise.
- 10 alliances stratégiques pour favoriser la gestion durable des destinations publiques et privées.
- 1 programme de co-crédation de produits de tourisme d'aventure.
- 10 produits de tourisme d'aventure nouveaux ou améliorés.
- 3 itinéraires de tourisme d'aventure transfrontaliers et excursions d'une journée
- 1 stratégie marketing pour établir des relations avec les tour-opérateurs et les agences de voyages

BUDGET
€ 3 317 314
(90% de contribution UE)

DURÉE
36 mois

CONTACT
Albert Rodriguez de Gea
arodriguez@cambrabcn.org

TRANSFERT DE TECHNOLOGIE ET INNOVATION



Transfert de technologie et commercialisation des résultats de la recherche

Soutenir le **transfert de technologie** et la **commercialisation** des **résultats de la recherche**, en renforçant les liens entre la **recherche**, l'**industrie** et d'**autres acteurs** du secteur **privé**

Objectifs des projets financés

10

spin-off universitaires créées

7

brevets développés en coopération déposés

80%

de la recherche et du développement en Méditerranée sont menés par des universités et centres de recherche publics



Accès des PME à la recherche et à l'innovation

Soutenir les **PME** dans l'**accès à la recherche** et à l'**innovation**, notamment au moyen du regroupement d'entreprises (**clustering**)

Objectifs des projets financés

36

produits / services innovants créés par des clusters de PME transfrontalières

1 250 000

d'euros investis dans des **activités d'innovation** au niveau des PME

90%

des dépenses en recherche et développement viennent du secteur public dans les pays du Sud de la Méditerranée*

* Source: Anima Investment Network



Nouvelles opportunités commerciales et durabilité environnementale en utilisant des produits nanotechnologiques MED GRAPE



Université de Cagliari



Institut des sciences de la production alimentaire / Conseil national de la recherche



Institut national de la santé et de la recherche médicale - INSERM



Société jordanienne pour la recherche scientifique



Université Saint-Joseph de Beyrouth



Fondation Berytech



Université de Carthage



Chambre Nationale Syndicale des Producteurs de Vin, Bière et Boissons Alcoolisées

Le raisin, en tant que culture traditionnelle de la région méditerranéenne, présente un fort potentiel d'innovation, qui n'a pas encore été exploité de manière efficace. Les personnes qui travaillent dans le secteur viticole se concentrent généralement sur l'amélioration de la qualité du raisin et du vin, mais n'accordent pas beaucoup d'importance à l'optimisation de la gestion du marc de raisin. Sur la base de l'expérience des partenaires en R&D dans les domaines de la valorisation du raisin, de l'exploitation des déchets et du développement de nanotechnologies anti-oxydantes/anti-inflammatoires et anti-neurodégénératives, BESTMEDGRAPE vise à soutenir la création de nouvelles startups/PME en transférant les connaissances scientifiques/technologiques sur les variétés de raisin locales et l'exploitation de produits dérivés comme sources de composés bioactifs pouvant être transformés en produits de santé commercialisables et innovants. Ainsi, le projet valorisera non seulement un produit méditerranéen, le raisin, mais égale-



ment la diversification de la chaîne de valeur du raisin grâce au développement de produits nanotechnologiques, stimulant ainsi l'économie locale, réduisant la pollution de l'environnement et multipliant les possibilités d'emploi.

OBJECTIF

Promouvoir le transfert de technologie dans le domaine de la valorisation des variétés de raisins/de l'exploitation éco-durable des déchets issus de la vinification afin d'obtenir des produits nanotechnologiques pour la santé humaine, tout en soutenant la création de startups et de PME.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

BESTMEDGRAPE s'attend à un changement d'attitude dans la manière dont les entrepreneurs méditerranéens gèrent les nombreuses propriétés et bienfaits des cépages locaux. Une grande attention sera accordée à la fabrication de produits nanotechnologiques, cosméceutiques et nutraceutiques de haute qualité. Cela impliquera la croissance d'une nouvelle chaîne de valeur dérivée des résidus de raisin et des opportunités commerciales associées. En outre, le projet contribuera à la préservation de la biodiversité méditerranéenne et à éviter la contamination de l'environnement par la grande quantité de déchets générés lors de la vinification.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- Les agriculteurs et les établissements vinicoles.
- 35 chercheurs.
- 210 entrepreneurs potentiels.
- Entreprises existantes et entreprises de traitement industriel intéressées par le recyclage des déchets de la vinification.
- Consommateurs et utilisateurs finaux intéressés par des produits à base de raisin respec-

tueux de l'environnement.

- 15 institutions publiques impliquées dans la durabilité environnementale.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 20 laboratoires vivants activés et au moins 4 coédifications sur la caractérisation et l'extraction des variétés de raisin autochtone.
- 1 plateforme technologique transfrontalière développée pour soutenir la mise en réseau des entreprises sur l'exploitation du marc de raisin.
- 250 utilisateurs intéressés par les études technologiques (analyse pré-concurrentielle).
- 10 produits et services développés pour la commercialisation dans le domaine des dérivés du raisin.
- 10 entreprises créées dans le secteur de production et la commercialisation de produits et services innovants issus de l'activité viticole raisin et de ses dérivés.
- 250 analyses précompétitives de produits et services prometteurs liés à l'exploitation des déchets de l'activité viticole.
- 150 entrepreneurs potentiels sélectionnés pour l'exploitation des produits et services développés dans le cadre du projet.

BUDGET

€ 3 323 614
(80% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACTS


Maria Manconi
manconi@unica.it

Gianluigi Bacchetta
bacchet@unica.it




Laboratoires vivants transfrontaliers pour l'agroforesterie


 Agence régionale des forêts pour le territoire et l'environnement de la Sardaigne - Fo.Re.S.T.A.S.

 Conseil national italien de la recherche, Département de biologie, d'agriculture et de sciences de l'alimentation

 ATM Consulting

 Institut agronomique méditerranéen de La Canée

 Centre national de recherche agricole

 Institut libanais de recherche agricole

L'agroforesterie - un système de gestion des sols dans lequel les arbres ou les arbustes poussent autour ou entre des cultures ou des pâturages - présente des avantages variés, notamment une biodiversité accrue et une érosion réduite des sols. La combinaison de l'agriculture et de la sylviculture en Méditerranée est profondément ancrée dans la tradition, mais le secteur ne parvient pas à se structurer pour mettre en place un système intégré de bonnes pratiques garantissant la durabilité de la production, la protection de la biodiversité des différents écosystèmes, le transfert de l'innovation et l'augmentation de la rentabilité des territoires/acteurs impliqués. LIVINGAGRO abordera ces problèmes en utilisant une approche d'innovation ouverte, basée sur la création de deux laboratoires vivants permettant la co-création des valeurs économiques et sociales et les interactions entre l'offre et la demande, en éliminant les barrières géographiques et culturelles. Un accent particulier sera mis sur le système



multifonctionnel de l'olivier (Laboratoire vivant 1) et les terres boisées pâturées (Laboratoire vivant 2). La culture de l'olivier est représentative de nombreuses zones rurales méditerranéennes et, traditionnellement, les oliveraies étaient et sont encore souvent gérées comme des systèmes agroforestiers, en combinaison avec des céréales, des légumineuses fourragères et/ou des pâturages. Les terres boisées pâturées sont des systèmes agroforestiers majeurs en Méditerranée, qui contribuent au maintien des économies locales méditerranéennes en fournissant des produits végétaux et animaux.

OBJECTIF

Créer deux laboratoires vivants transfrontaliers pour soutenir l'éducation, la R&D et le transfert de technologie en agroforesterie, en renforçant la coopération entre les organismes de recherche, les responsables politiques, les PME, les agriculteurs et les autres parties prenantes concernées.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

L'identification et la mise en place de chaînes de valeur innovantes en agroforesterie offriront de nouvelles opportunités pour les communautés locales en termes de pratiques agricoles durables et de diversification des productions. Par ailleurs, la stabilité de la production alimentaire s'améliorera avec le temps, fournissant des produits agricoles de haute qualité tout en tenant compte des ressources limitées et des contraintes environnementales et en générant une augmentation des revenus pour les agriculteurs. Enfin, le projet débouchera sur différentes innovations à fort potentiel commercial dans les domaines des machines agricoles, des produits alimentaires,

de l'utilisation optimisée des produits dérivés et des résidus de l'agriculture, de la sylviculture et de l'élevage.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- Agriculteurs et services de vulgarisation agricole.
- Bureaux d'études, centres de recherche, universités.
- Autorités locales, entreprises publiques ou privées, PME, industries, responsables politiques.
- Utilisateurs des innovations développées.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 2 laboratoires vivants transfrontaliers mis en place pour l'innovation et le transfert technologique en agroforesterie.
- 4 accords de recherche entre universités/centres de recherche et le secteur privé.
- 8 entreprises coopérant avec des instituts de recherche en matière d'innovation.
- 6 formations sur la création d'entreprise.
- 10 nouveaux produits/services développés dans le secteur de l'agroforesterie.
- 30 rencontres pour mettre en réseau entreprises et monde scientifique.
- 20 services de transfert de technologie et de services fournis en propriété intellectuelle.

BUDGET

€ 3 333 163
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Dora Soru
dsoru@forestas.it



Accélérer l'adoption par les PME MED de solutions éco-innovantes en matière de gestion de l'énergie et de l'eau

L'industrie hôtelière en Méditerranée est l'une des plus importantes au monde et elle continue à connaître une croissance considérable. Ce succès auprès des touristes locaux/internationaux présente plusieurs inconvénients environnementaux, tels qu'une forte consommation en eau et en énergie. Afin d'aider les hôtels à rester compétitifs tout en améliorant leur capacité en matière d'éco-innovation, le projet GREENinMED propose une approche intégrée pour le développement de nouveaux produits et services qui visent à une utilisation plus efficace de l'eau et de l'énergie, et une réduction de la consommation de 10% dans le secteur de l'hôtellerie. Le projet développera des produits éco-innovants tels que la climatisation avec de l'eau de mer, des dispositifs permettant d'économiser de l'eau et de l'énergie pour les spas, l'irrigation de jardins et la production de froid industriel. Pour atteindre cet objectif, un certain nombre d'hôtels seront accompagnés



Chambre Officielle de Commerce, d'Industrie, de Services et de Navigation d'Espagne



Pôle de Compétitivité Capenergies



Association israélienne de l'eau



Institute Arava des Études Environnementales



Collège Académique Kinneret de la vallée du Jourdain

pour identifier des produits et services éco-innovants et les adapter aux besoins/contextes réels. En outre, l'achat de nouveaux équipements pour améliorer les capacités de recherche des PME, ainsi que la création de spin-offs à travers des subventions en cascade, seront encouragés.

OBJECTIF

Accroître la compétitivité et la durabilité des PME méditerranéennes dans l'industrie hôtelière grâce au développement et à la mise en œuvre de solutions éco-innovantes permettant une consommation rationnelle et efficace en eau et en énergie.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

GREENinMED va améliorer la capacité d'éco-innovation des PME méditerranéennes dans le secteur hôtelier et créera des écosystèmes d'innovation plus dynamiques, grâce à un processus d'apprentissage transfrontalier et à un soutien financier. En s'attaquant aux défis de la durabilité environnementale dans le secteur hôtelier, le projet GREENinMED réduira l'empreinte négative de l'industrie du tourisme et permettra de mieux faire connaître les solutions en matière de consommation efficace en eau et en énergie.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 150 PME du secteur hôtelier.
- Accélérateurs technologiques, parcs scientifiques et universités.
- Startups et spin-offs.
- Pouvoirs publics nationaux et régionaux.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 1 stratégie sur l'éco-innovation pour l'industrie hôtelière en Méditerranée.
- 1 centre de soutien transfrontalier sur l'éco-innovation.
- 8 subventions en cascade pour l'achat de produits, services et équipements innovants.
- 30 chèques innovation pour les entreprises.
- 15 produits et services éco-innovants conçus spécifiquement pour l'industrie hôtelière.
- 5 spin-offs créés grâce au projet.
- Jusqu'à 10% de réduction de la consommation en énergie et en eau dans certains hôtels.

BUDGET

€ 1 580 135
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Carmen Ayllón Martínez
carmen.ayllon@camara.es



Promotion de la valorisation des déchets dans l'économie circulaire à travers l'innovation et l'éducation pour les industries créatives dans les villes méditerranéennes



Université technique nationale d'Athènes



Planification environnementale, Ingénierie et Gestion SA



Municipalité de Prato



Centre de recherche économique et sociale pour le sud de l'Italie



Futurs pionniers pour l'autonomisation des communautés dans les domaines de l'environnement et de l'éducation



Université de Birzeit



Municipalité de Tunis

Les pays méditerranéens sont confrontés au problème de la production de déchets, exigeant des actions efficaces et urgentes. Les principes de l'économie circulaire peuvent offrir une solution à ce problème. Sachant qu'une bonne partie des déchets dans les centres urbains est produite par les industries culturelles et créatives (ICC), leur implication dans les dynamiques de l'économie circulaire est extrêmement importante. Bien qu'il existe des disparités entre les villes du nord et du sud de la Méditerranée, elles partagent de nombreuses caractéristiques culturelles communes. Par conséquent, en se fondant sur cette identité commune et en intégrant dans les systèmes de production les principes de l'économie circulaire, les villes méditerranéennes peuvent créer des communautés et des environnements urbains résilients, notamment en soutenant les clusters de PME. INNOMED-UP propose de travailler avec les ICC pour faire évoluer les

économies urbaines locales vers un paradigme de production et de consommation basé sur l'économie circulaire, y compris l'utilisation optimale des ressources matérielles, l'amélioration de l'innovation dans les PME, le transfert de connaissances entre les villes, l'inclusion sociale et l'engagement des citoyens. Le projet travaillera au niveau transfrontalier en appuyant à la fois les développements technologiques (tels que les procédures modernes de valorisation des déchets, les plateformes d'information technologique, etc.) et les pratiques de recyclage traditionnelles.

OBJECTIF

Regrouper les PME des industries culturelles et créatives autour des principes de l'économie circulaire dans les contextes urbains, contribuant à la revitalisation des centres historiques des villes méditerranéennes.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

L'adoption d'une approche basée sur les principes de l'économie circulaire dans les Industries Culturelles et Créatives va améliorer la gestion des déchets grâce au développement technologique et au transfert des connaissances innovantes, en transformant par conséquent les villes méditerranéennes en territoires plus résilients. La mise en œuvre de ces procédures devrait aboutir à la création de nouveaux emplois pour des experts scientifiques et du personnel technique, et les PME bénéficieront d'un meilleur accès aux résultats de la recherche, grâce aux chèques d'innovation pour acquérir des équipements et aux programmes de soutien et de tutorat.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 60 PME du secteur culturel et créatif.
- Personnes sans emploi et marginalisées (notamment les jeunes et les femmes).
- Autorités locales et régionales.
- Plus de 3 000 citoyens.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 1 modèle pour favoriser l'économie circulaire dans la planification urbaine.
- 60 PME impliquées dans des activités de formation en économie circulaire.
- 6 pôles de PME du secteur des CCI implantés dans des villes historiques méditerranéennes sélectionnées.
- 2 outils intelligents pour la collecte des déchets développés.
- 1 système d'information pour le suivi de la collecte des déchets.
- 27 produits et services pilotes innovants.
- 2 marchés établis pour favoriser la valorisation et l'utilisation créative des déchets ou matériaux non désirés.
- 205 000 € accordés aux PME sous forme de bons d'innovation et de programmes de tutorat.

BUDGET

€ 3 199 096
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Sofia Avgerinou-Kolonia
skolonia@arch.ntua.gr



Mobiliser de Nouveaux Domaines d'Investissement et Améliorer Ensemble la Qualité de Vie de Tous



Centre pour les Énergies Renouvelables et les Économies d'Énergie



Confédération des Associations d'entreprises Européennes et Égyptiennes



Association des Chambres de Commerce et d'industrie Méditerranéennes



Académie Arabe des Sciences, de la Technologie et des Transports Maritimes



UTILITALIA



QUIPO



Chambre de Commerce de Jordanie



Institut de Recherche Industrielle

Malgré le fait que les pays méditerranéens du sud aient un besoin croissant de services pour l'efficacité des ressources (ER) - consulting, ingénierie et opérations - pour faire face à la pression accrue sur l'environnement, l'offre de services en ER reste limitée. Ceci est essentiellement dû à l'absence d'un processus d'innovation appropriée en mesure d'identifier les besoins, structurer les solutions et les commercialiser. MAIA-TAQA abordera ces problèmes en mettant en place des actions pilotes dans 3 zones méditerranéennes où des services innovants seront appliqués : ils seront liés aux micro-réseaux, au photovoltaïque, au stockage d'énergie, aux technologies solaires thermiques et à l'assainissement et la purification de l'eau. Les partenaires élaboreront des solutions pour chaque obstacle identifié: un programme de renforcement des capacités (pour pallier le manque de compétences); un guichet d'innovation (en raison du manque

d'informations); des lignes directrices (faute de réglementation); des aides économiques (par manque de financement) et des événements B2B ciblés (en raison de la faible mise en réseau). Les principaux bénéficiaires finaux sont les PME (en particulier celles du secteur de l'environnement, des services publics et de la construction) qui disposeront d'un ensemble d'instruments permettant de surmonter les obstacles existants et réduire les risques liés à l'innovation.

OBJECTIF

Définir une série de services durables liés à l'énergie, à l'eau et aux déchets, et par conséquent promouvoir des services innovants en matière d'efficacité des ressources pour les PME méditerranéennes grâce à l'amélioration de leurs capacités techniques et de gestion.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Sur la base d'actions pilotes de démonstration réelles impliquant des entreprises locales, MAIA-TAQA permettra de sensibiliser les PME et les responsables politiques sur les pratiques en matière d'innovation et les instruments dans le domaine des services de l'efficacité des ressources. Les « guichets uniques d'innovation » offrant des services d'appui à l'innovation permettront un environnement propice au développement du secteur de l'ER dans les pays du sud de la Méditerranée.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

• Les PME, en particulier celles impliquées dans

le secteur de l'ER, les entreprises et les professionnels, les distributeurs et vendeurs de technologie.

- Associations d'entreprises et chambres de commerce.
- Institutions nationales et sectorielles.
- Centres de recherche, universités et étudiants en doctorat.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 6 services innovants d'utilisation efficace des ressources pilotés au Liban, Jordanie et Égypte.
- 3 guichets uniques d'innovation mis en place et des services de bons d'innovation pour les PME testés.
- 3 événements B2B et 9 missions d'affaires pour promouvoir la coopération technologique entre les PME méditerranéennes.
- 6 accords et protocoles signés entre partenaires et associations d'entreprises locales/centres de R&D.
- 12 sessions de formation pour renforcer les capacités techniques et de gestion des PME locales.

BUDGET

€ 3 167 463
(90% de contribution UE)

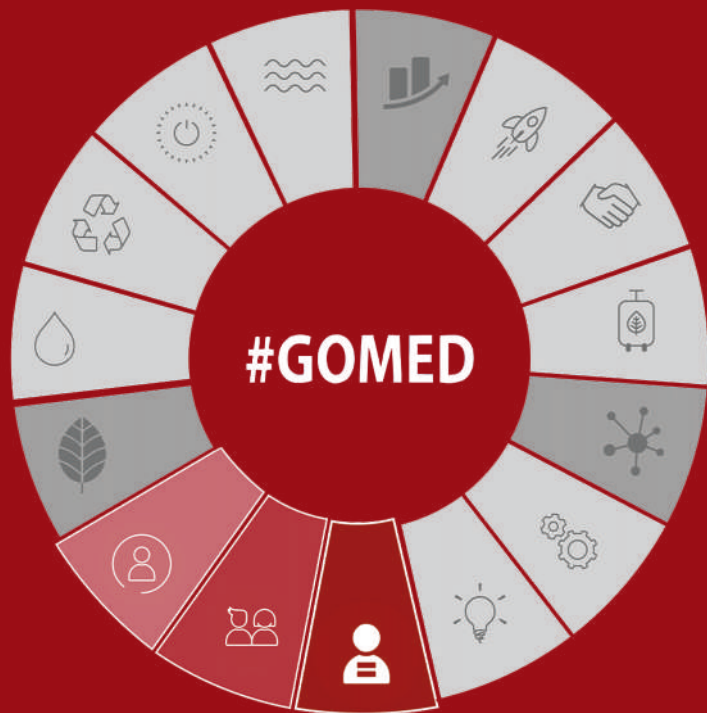
DURÉE

36 mois

CONTACT

Christoforos Perakis
cperakis@cres.gr

INCLUSION SOCIALE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ



Professionalisation des jeunes et des femmes

Fournir aux **jeunes et femmes**, en particulier ceux appartenant à la catégorie des NEETS, des **compétences utilisables** sur le marché

Objectifs des projets financés

14 400

personnes impliquées dans des **programmes d'aide à l'emploi**

20

institutions publiques **engagées** dans le développement de programmes spécifiques pour favoriser **l'employabilité des jeunes et des femmes**

Pourcentage moyen de **NEETS** dans les pays

21%



Economie sociale et solidaire

Soutenir les **acteurs de l'économie sociale et solidaire**, notamment en termes d'amélioration de leurs capacités et de la **coopération avec les administrations publiques** pour la fourniture de services

Objectifs des projets financés

12

entreprises sociales établies ou renforcées

81 000

personnes bénéficiant de **services sociaux améliorés** en conséquence directe de l'appui du Programme

7.75%

contribution des **coopératives** au PIB en Égypte*

*Source: FEMIP "Économie sociale et solidaire : Vecteur d'inclusivité et de création d'emplois dans les pays partenaires méditerranéens?"



Améliorer l'inclusion sociale des NEETS



Association Arces



District de la Pêche et de la Croissance Bleue - COSVAP



Action contre la faim



Institut de développement de l'entreprenariat



Centre national pour la recherche et l'élargissement de l'agriculture



Collège universitaire des sciences appliquées, Affaires et relations extérieures



Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche

L'un des principaux défis de la région méditerranéenne est le taux élevé des NEETS (jeunes sans emploi ni éducation et formation) et l'inadéquation des compétences avec les besoins du marché. Les programmes de formation ne sont souvent pas basés sur une analyse stratégique de l'économie locale et/ou une consultation avec les entreprises locales afin de déterminer les secteurs avec un potentiel de croissance capable d'absorber les personnes en recherche d'emploi. HELIOS abordera ce problème en se concentrant sur l'économie bleue et circulaire (EBC), identifiée comme un secteur économique doté d'un grand potentiel de croissance et de création d'emploi pour les NEETS. Le projet proposera des programmes de formation des NEETS innovants et ciblés, adaptés aux besoins spécifiques du marché du travail lié à l'EBC et fondés sur une interaction directe avec les entreprises locales. Pour cela, des séances de coaching et des actions

de mentorat seront mises en place, ainsi que la création d'outils d'apprentissage en ligne et des méthodologies soutenues par les nouvelles technologies pour faciliter le renforcement des compétences professionnelles des NEETS et des femmes dans les métiers de l'économie bleue et circulaire.

OBJECTIF

Contribuer à la lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté en augmentant le taux d'employabilité des jeunes et des femmes, à travers des formations sur mesure, qui offrent des compétences spécifiques pour faciliter leur intégration sur le marché du travail dans le secteur de l'économie bleue et circulaire.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

D'une part, les économies locales bénéficieront de l'augmentation du nombre de personnes qualifiées en conformité avec les besoins réelles des entreprises, en améliorant les compétences professionnelles des personnes vulnérables sans emploi, ainsi que la mobilité professionnelle dans la région méditerranéenne. D'autre part, on s'attend à ce que les personnes peu qualifiées augmentent leurs chances de trouver un emploi. Enfin, les liens entre les organismes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) et les besoins des entreprises locales seront renforcés.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- NEETS et femmes au chômage.
- Organismes de l'EFTP et entreprises locales du secteur de l'économie bleue et

circulaire.

- Entreprises de tourisme et autorités locales.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 1 logiciel pour décrire la situation des NEETS dans chaque région concernée.
- 6 secteurs spécifiques identifiés avec un fort potentiel d'emploi dans l'économie bleue et circulaire.
- 9 programmes professionnels orientés vers les besoins du marché du travail.
- 30 mentors impliqués dans des actions de coaching et de tutorat.
- 6 accords entre les établissements de formation et les entreprises de l'économie bleue et circulaire afin de mieux connecter les institutions EFTP aux besoins du marché.
- 1 plateforme d'apprentissage en ligne pour la formation et l'interaction entre les groupes cibles impliqués.
- 1.720 NEETS et femmes formés dans le secteur de l'économie bleue et circulaire.
- 4 événements artistiques autour de l'économie bleue.
- 24 jeunes et femmes impliqués dans des stages transfrontaliers.

BUDGET

€ 2 791 437
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois


CONTACT


Alessandro Pernice
a.pernice@arces.it



Innovation sociale dans le secteur agroalimentaire pour l'autonomisation des femmes dans le bassin de la mer Méditerranée

 **Université de Rome Tor Vergata**

 Centre d'étude et d'initiative européenne (CESIE)

 Jeunesse pour la solidarité et le développement - Jovesólides

 Association palestinienne de femmes d'affaires - Asala

 Ministère de la femme

 Centre de la Femme Arabe pour la Formation et la Recherche

Sur les deux rives de la Méditerranée, on observe une tendance commune à un faible taux d'autonomisation économique des femmes et de leur participation au marché du travail. Le projet InnovAgroWoMed a pour objectif de stimuler la participation des femmes au marché du travail et à l'économie en tirant profit du potentiel du secteur agroalimentaire - un secteur étroitement lié à l'identité culturelle de la région méditerranéenne - tout en valorisant le potentiel de l'innovation. Tandis que des pays comme l'Espagne et l'Italie ont des taux de croissance relativement élevés dans le secteur agroalimentaire, même si la participation des femmes y est encore faible, le secteur agricole de la région MENA reste fragmenté et le nombre de femmes actives y est relativement limité. Le projet se concentrera dans deux régions européennes (Valence en Espagne et la Sicile en Italie) et deux zones MENA (Béja et Médenine en Tunisie et la Palestine), identifiées

comme adéquates pour la mise en œuvre et le développement d'un modèle durable dans le secteur agricole : l'Innovation Sociale en milieu rural (ISR). L'ISR redéfinit les frontières entre les organisations et la communauté, en s'adressant aux défis sociétaux de façon plus large via la durabilité économique, sociale et environnementale, l'équilibre entre tradition et innovation, tout en cherchant à contribuer au développement des communautés locales.

OBJECTIF

Augmenter l'inclusion des femmes dans la société en améliorant leur participation à l'économie et au marché du travail sur la base du concept de l'innovation sociale en milieu rural.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Le modèle d'ISR, adapté en fonction des besoins locaux, garantit aux femmes, suite à des programmes de formation intensive, d'acquérir les compétences nécessaires pour devenir plus compétitives et mieux préparées afin de trouver un emploi ou devenir entrepreneuses. Cela leur permettra non seulement de trouver un emploi, mais de trouver un emploi « durable » et voulu, en devenant de véritables agents du changement dans les milieux ruraux où elles vivent, en réduisant la pauvreté et en renforçant l'inclusion sociale.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 140 jeunes femmes, en particulier des NEETS (jeunes sans emploi, ni éducation ou formation) dans des zones rurales d'Italie, de Palestine, d'Espagne et de Tunisie.
- Entreprises agroalimentaires locales.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 140 femmes formées dans le secteur agroalimentaire.
- 4 profils d'emploi définis en fonction des besoins du secteur agroalimentaire.
- 4 programmes de coaching et de mentorat.
- 4 programmes d'apprentissage pour les femmes sur l'innovation sociale en milieu rural.
- 2 forums d'affaires agroalimentaires pour associer les profils professionnels définis avec les besoins des entreprises locales.
- 112 femmes ayant un emploi durable à la fin du projet.

BUDGET

€ 2 838 171
(87% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Marco Meneguzzo
meneguzzo@economia.uniroma2.it



Repenser l'emploi et l'insertion sociale des jeunes méditerranéens à travers le développement durable

-  **Coopérative d'Activité et d'Emploi Petra Patrimonia**
-  Union APARE-CME
-  Société Coopérative Consortium de formation au travail et de coopération - CFLC
-  Association pour la promotion sociale - AMESCI
-  Université Jordanienne des Sciences et Technologies
-  Association pour le Développement Rural
-  Association pour l'Education Relative à l'Environnement de Hammamet
-  Jeune Chambre Economique de Tunisie
-  Institut Supérieur des Sciences et Technologies de l'Environnement de Borj Cédria

Le projet RESMYLE repose sur deux constats: premièrement, les difficultés d'intégration professionnelle des jeunes en Méditerranée, en particulier pour les NEETS (jeunes sans emploi, ni éducation et formation) qui sont de plus en plus nombreux. Deuxièmement, les défis de la protection de l'environnement en Méditerranée créent de nouveaux besoins dans les territoires méditerranéens, qui sont en grande partie insatisfaits, notamment en raison du manque de compétences dans certains domaines: tri des déchets, éco-mobilité, prévention des risques, etc. Pour répondre à ce double défi, RESMYLE mobilise 9 opérateurs méditerranéens (coopératives, associations, universités) dans 5 pays (France, Italie, Jordanie, Liban et Tunisie) autour de 3 domaines d'intervention complémentaires: (1) l'inclusion du développement durable dans les actions de soutien menées par les organisations (associations, centres sociaux) travaillant sur l'insertion des NEETS en Méditerranée; (2) le test de formations



de terrain pour les jeunes sur le développement durable et fondées sur la mobilité, les échanges interculturels et les enjeux environnementaux réels; (3) la création d'un réseau méditerranéen d'éco-incubateurs animés par les jeunes, reposant sur une méthode commune et sur des tutorats/formations mutualisés.

OBJECTIF

Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes méditerranéens, en particulier ceux ayant moins d'opportunités en répondant aux enjeux du développement durable en Méditerranée.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Le projet vise à créer 300 emplois directs pour les jeunes, grâce à la viabilité socio-économique des 60 projets d'incubateurs et à l'amélioration de l'employabilité des participants à l'Ecole Pratique Méditerranéenne du Développement Durable et au programme connexe de mobilité internationale. Le projet améliorera aussi les capacités des organismes travaillant sur l'intégration des jeunes grâce à la mise en place d'outils de « formation de formateurs », et aux résultats de 12 projets pilotes impliquant environ 500 jeunes sur les questions environnementales ayant une valeur sociale. De plus, la création de 6 éco-incubateurs permettra aux jeunes de développer et de tester concrètement leurs projets, dans un environnement en toute sécurité favorisant l'esprit d'initiative et l'auto-emploi chez des publics en perte de confiance.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 700 NEETS.
- 300 jeunes diplômés à la recherche d'un emploi

dans le secteur de l'environnement et du développement durable.

- 100 agents sociaux et éducateurs sociaux chargés de l'intégration des NEETS.
- 25 communautés méditerranéennes et ONG locales impliquées dans les défis environnementaux.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 300 opportunités d'emploi créées.
- 1 plateforme en ligne pour éducateurs sociaux avec des outils de formation spécialisés autour de l'environnement et du développement durable.
- 12 projets éducatifs sur l'éco-innovation.
- 16 ateliers de formation à travers la création d'une Ecole Pratique Méditerranéenne du Développement Durable.
- 24 NEETS impliqués dans des mobilités transfrontalières au sein d'ONG méditerranéennes.
- 6 incubateurs pour jeunes éco-entrepreneurs méditerranéens.
- 18 programmes de formation et mentorat pour les jeunes éco-entrepreneurs.
- 18 projets sur des questions environnementales à valeur sociale soutenus financièrement et mis en œuvre.
- 6 accords entre les éco-incubateurs et les institutions d'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP).

BUDGET

€ 2 197 247
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Matthieu Guary
guary.matthieu@cde-petrapatrimonia.com



Coproduire des politiques sociales avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire pour lutter contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale



Assemblée de coopération pour la paix



Tier 1 Technologie SARL



Direction générale de la coopération. Ministère régional des services sociaux et coopération des Îles Baléares



Société scientifique pour la cohésion sociale et le développement



Le Fonds hachémite jordanien pour le développement humain



Association pour le Développement Agricole - PARC



Groupe Hydrologique Palestinien pour le développement des ressources en eau et de l'environnement



Freguesia de Campolide, Direction d'égalité - Département des services sociaux



Association des Femmes Tunisiennes pour la Recherche sur le Développement (AFTURD)

Les services publics sont confrontés à un ensemble de défis sans précédent : une demande et des attentes croissantes, des problèmes sociaux apparemment insolubles et, dans de nombreux cas, des coupes budgétaires. En Europe, certaines approches ont produit d'importantes améliorations dans différents domaines, mais ils ont échoué au moment de faire face aux inégalités structurelles qui alimentent la demande de services. Dans le monde arabe, des structures sociales hétérogènes et fracturées, ainsi qu'un transfert de professionnels des activités agricoles vers l'industrie et les services, surchargent des systèmes de services sociaux déjà faibles, qui ne parviennent pas à lutter contre les véritables facteurs de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion. MedTOWN est une initiative axée sur le potentiel combiné des agents de l'économie sociale et solidaire (ESS), des citoyens et des autorités locales pour coproduire des politiques sociales permettant



de lutter contre la pauvreté, les inégalités, l'exclusion sociale et la non-durabilité environnementale, en leur fournissant des outils et des liens pour renforcer la résilience locale et favoriser la transition vers des sociétés plus justes, résilientes et durables dans la région euro-méditerranéenne.

OBJECTIF

Promouvoir la coproduction des politiques sociales à travers la mise en place de partenariats multipartites entre acteurs de l'ESS, les citoyens et les autorités locales afin d'obtenir un système plus efficace et égalitaire de fournir des services sociaux.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

MedTOWN fournira aux agents de l'ESS un renforcement des capacités sur mesure, des outils novateurs et peu coûteux pour les praticiens et des opportunités de mise en réseau. Cela sera mis en œuvre par le biais d'un dialogue politique ouvert visant à renforcer le rôle de la région méditerranéenne dans la mise en œuvre d'actions politiques visant à développer des services sociaux de qualité, plus conviviaux et stimulants. Une expérimentation sociale basée sur l'utilisation de monnaies complémentaires pour la fourniture d'une aide financière aux communautés vulnérables sera mise en place.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

• Communautés avec une forte proportion de ménages pauvres, de femmes victimes de violence sexiste, de réfugiés ou de personnes handicapées.

- 120 travailleurs sociaux et personnels de première ligne dans les organisations publiques.
- Organismes nationaux/régionaux responsables des régulations des services sociaux et de l'ESS.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- Plus de 20 000 personnes couvertes par des services sociaux améliorés.
- 6 accords entre les administrations publiques et les acteurs concernés pour la planification et la mise en œuvre coordonnées de services sociaux.
- 210 opportunités d'emploi créées.
- 12 visites d'étude pour les professionnels des services sociaux.
- 42 recommandations politiques et réglementaires pour améliorer la fourniture de services sociaux.
- 13 études de recherche publiées sur la coproduction des services sociaux.
- 10 projets pilotes sur l'ESS soutenus.

BUDGET

€ 3 444 831
(86.5% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Georgia Karavangeli
georgiakaravangeli@acpp.com



Renforcer l'économie sociale et solidaire pour les personnes sans emploi, sans instruction et des réfugiés



Université nationale An-Najah



Chambre de commerce et d'industrie de Naplouse



Organisation éducative Eurotraining SA



CESIE



Ministère des travaux publics et du logement



Université de Mu'tah



Services de Conseil et de Formation aux Entreprises

La crise financière en Europe ainsi que la situation politique et financière instable dans de nombreux pays partenaires méditerranéens ont mis à rude épreuve le modèle économique appliqué. En outre, environ 15 millions de personnes (migrants et réfugiés) nés dans un pays tiers vivent actuellement dans la région et doivent trouver un emploi ou entrer dans le système éducatif. Il est devenu évident que des alternatives nouvelles et crédibles à l'économie traditionnelle sont nécessaires. Ces transformations dans l'économie et la société ont attiré l'attention accrue des acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) qui ont été en mesure d'aider à transformer ces défis en opportunités. Néanmoins, pour que les initiatives de l'ESS soient efficaces, une collaboration efficace avec les autorités publiques est primordiale. MoreThanAJob fournira et démontrera des bonnes pratiques, identifiées et étudiées auparavant pour l'intégration des

personnes en recherche d'emploi (y compris les réfugiés et les personnes peu qualifiées) dans le monde du travail et le système éducatif. Le cadre s'appuie sur la collaboration des acteurs de l'ESS et des autorités publiques pour fournir de manière plus efficace leurs services. Cela sera réalisé à travers de sous-projets pilote visant à assurer un impact à long terme et la création d'emplois.

OBJECTIF

Assurer l'inclusion sociale des populations vulnérables sans emploi, qui manquent de qualifications formelles et de compétences spécifiques, en soutenant l'Économie Sociale et Solidaire et les interactions avec les administrations publiques.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

MoreThanAJob apportera un changement dans la manière dont les acteurs de l'ESS et les institutions publiques collaborent pour fournir des services aux personnes sans emploi, en se concentrant sur les groupes vulnérables (migrants et réfugiés non instruits et nouvellement arrivés). L'élaboration d'un cadre de nouveaux programmes pilotes sociaux ainsi que l'élaboration de notes d'orientation politique et de suggestions amélioreront la planification de politiques adaptées aux besoins des groupes cibles.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

• Institutions publiques dans le domaine de l'emploi et de l'évaluation des compétences, comprenant les ministères du Travail, de l'Éducation, de la Migration et des organismes

apparentés.

- 250 entités de l'ESS, organisations actives dans le domaine de l'emploi.
- Personnes sans emploi, notamment les migrants et les réfugiés nouvellement arrivés.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 100 participants aux sessions de formation pour les acteurs de l'ESS.
- 90 fonctionnaires publics formés aux domaines de l'emploi et de l'éducation pour les réfugiés.
- 200 000 euros de subventions en cascade pour soutenir des initiatives innovantes dans le domaine de l'ESS.
- 10 accords entre les administrations publiques et les acteurs concernés pour la planification et la mise en œuvre coordonnées de services sociaux.
- 6 rapports contenant des recommandations politiques nouvelles/améliorées.

BUDGET

€ 2 051 597
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Imad Ibrik
iibrik@najah.edu



Développement d'un modèle transculturel d'assistance socio-éthique pour les populations dépendantes du bassin méditerranéen



Université de Séville



MAGTEL OPERATIONS, SLU



Académie de Recherche Scientifique et de Technologie



Fondation de Développement SEKEM



Recherche, innovation et développement de la technologie télématique - VIDAVO SA



Centre d'éducation thérapeutique de Patras pour les personnes ayant une déficience intellectuelle



Nouvelle Société Coopérative Sociale



DQS Liban



Institut pour le Développement, la Recherche, la Promotion et les Soins Appliqués



Institut National de la Nutrition et de la Technologie alimentaire - Département des Études et Planification

Les pays méditerranéens montrent des tendances communes en termes de baisse du soutien social et de la nécessité de modèles d'assistance socio-éthiques innovants et durables. Ces questions ont un impact sur de nombreuses catégories de personnes vulnérables, telles que les personnes âgées dépendantes ayant des maladies chroniques et qui manquent de soutien familial, avec pour conséquence d'être encore plus marginalisées. TEC-MED développera un cadre d'intervention innovant et rentable en matière de soins socio-éthiques qui permettra d'améliorer et d'adapter les politiques de protection sociale en s'attaquant au phénomène du vieillissement de la population. Un nouveau modèle organisationnel sera conçu pour soutenir la coopération et les partenariats entre les institutions publiques et les acteurs des services sociaux. Six actions pilotes seront mises en œuvre dans les pays



participants pour tester et valider le modèle en impliquant des entreprises sociales, des citoyens et des administrations publiques.

OBJECTIF

Développer un modèle transculturel innovant de protection sociale visant à améliorer les activités quotidiennes des entreprises sociales et favoriser la collaboration avec les administrations publiques pour les soins des personnes âgées menacées d'exclusion.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

TEC-MED contribuera à réduire la marginalisation des personnes âgées et améliorer la qualité des services sociaux qui leur sont fournis. Grâce au développement d'un modèle commun basé sur des applications informatiques, le projet peut contribuer à définir un modèle de référence pour l'aide sociale dans la région méditerranéenne. Le projet soutiendra également la coopération entre les institutions pour la mise en place de laboratoires d'idées permettant de concevoir des services sociaux innovants.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- Personnes âgées dépendantes atteintes de maladies chroniques qui manquent de soutien familial.
- Opérateurs des services sociaux et les ONG qui fournissent une assistance aux personnes âgées.
- Services sociaux publics.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 28 200 personnes couvertes par des services sociaux améliorés.

- 12 accords entre les administrations publiques et les acteurs concernés pour la planification et la mise en œuvre coordonnée des services sociaux.
- 90 professionnels des services sociaux impliqués dans des projets pilotes.
- 6 plans d'action pour les administrations publiques.
- 1 plateforme en ligne pour la coopération et le partenariat entre les institutions publiques et les acteurs des services sociaux.

BUDGET

€ 3 331 225
(90% de contribution UE)

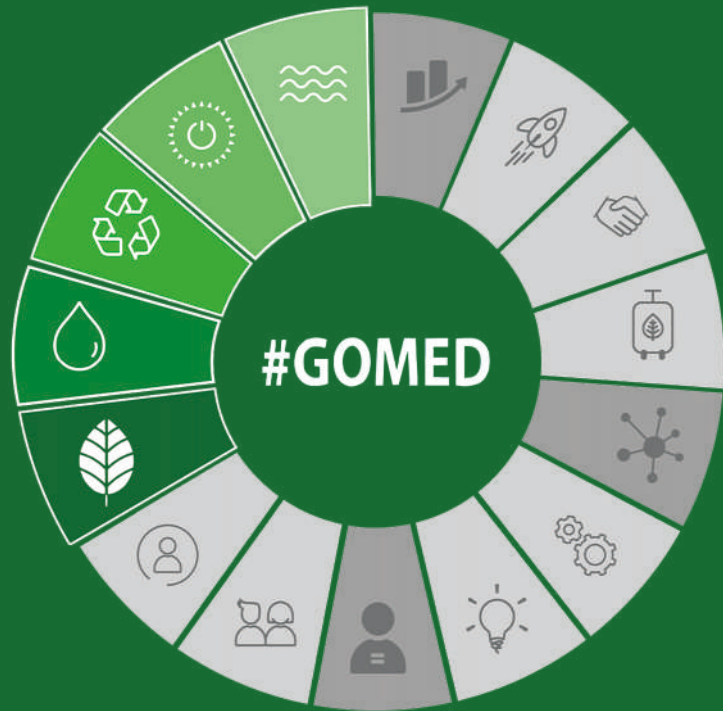
DURÉE

36 mois

CONTACT

Dr. Ana Maria Porcel Galvez
aporcel@us.es

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE



Effacité hydrique

Soutenir les initiatives durables visant à trouver des solutions innovantes et technologiques pour accroître la gestion efficace de l'eau et encourager l'utilisation de ressources en eau non conventionnelles

1 500

hectares de terres irriguées avec de l'eau non conventionnelle

909 000

m³ / an d'approvisionnement en eau non conventionnelle à usage domestique

de la population mondiale vivant en "pauvreté d'eau" se trouve en Méditerranée*

60%

*Source: Global Water Partnership "Water Demand Management: The Mediterranean Experience"



Gestion des déchets

Réduire la production de déchets municipaux, promouvoir le tri sélectif à la source et l'exploitation optimale, notamment de la composante organique

12

collectivités locales, adoptant et appliquant de nouveaux plans de gestion des déchets

29

entreprises impliquées dans la réutilisation des déchets et dans le recyclage

des déchets collectés dans la région Méditerranée sont recyclés*

10%

*Source: European Environment Agency "Mediterranean Sea region briefing - The European environment - state and outlook 2015"



Effacité énergétique et énergies renouvelables

Soutenir les rénovations énergétiques économiquement rentables et innovantes en fonction du type de bâtiment et des zones climatiques, en mettant l'accent sur les bâtiments publics

1 139

tonnes - diminution annuelle des émissions de CO₂ résultant des mesures en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique mises en œuvre dans les bâtiments publics

800 386

kWh produits à l'aide d'énergies renouvelables

83.5%

taux de dépendance moyen aux énergies fossiles dans les pays de la zone du Programme



Gestion intégrée des zones côtières

Incorporer l'approche de gestion éco-systémique à la GIZC dans la planification du développement local, à travers l'amélioration de la coordination intraterritoriale entre les différentes parties prenantes

25

outils développés pour la gestion durable des zones côtières

53

villes côtières et autorités publiques compétentes adoptant de nouveaux plans de GIZC pour la gestion et l'utilisation durable des zones côtières.

76%

de la population totale de la zone du Programme habite à moins de 100 kilomètres de la mer*

*Source: EuroStat "Coastal regions" - Arab Forum for Environment and Development "Impact of Climate Change: Vulnerability and Adaptation"



Vers un traitement et une réutilisation durables des eaux usées dans la région méditerranéenne



Centre de recherche et de technologie de Hellas



Entité régionale pour l'assainissement et le traitement des eaux usées à Murcie



Plateforme solaire d'Almeria (PSA) - Département de l'énergie - Unité de traitement solaire de l'eau



Société intégrée de gestion des ressources



Université libanaise



Centre de recherche et de technologies de l'eau



Centre international des technologies de l'environnement de Tunis

Les eaux usées municipales récupérées sont considérées comme une ressource de grande valeur en eau non conventionnelle (RENC). Malheureusement, un nombre important de station d'épuration des eaux usées installées dans la région méditerranéenne démontrent être des copies infructueuses des systèmes de traitement de la zone occidentale. Outre leurs coûts opérationnels et de maintenance élevés, ces systèmes sont souvent inadaptés pour relever les défis locaux du traitement des eaux usées. En conséquence, l'eau municipale traitée en tant que RENC est généralement sous-exploitée dans toute la région. Pour relever ces défis, AQUACYCLE propose une technologie de traitement des eaux usées éco-innovante comprenant une digestion anaérobie, des zones humides construites et une installation solaire pour un traitement rentable des eaux usées urbaines avec des coûts de fonctionnement minimaux et des avantages environnementaux maximaux.

OBJECTIF

Soutenir la recherche et le développement en vue d'une gestion durable des RENC à travers une technologie éco-innovante à bas prix et améliorer la gouvernance des ressources en eau grâce à la participation active des communautés locales à l'élaboration de plans d'action pour le traitement et la réutilisation des eaux usées.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Le projet AQUACYCLE va changer le paradigme actuel en arrêtant de considérer les eaux usées comme un effluent dangereux mais plutôt comme une ressource abondante disponible toute l'année et ayant de multiples utilisations. AQUACYCLE répond à ces besoins par le biais d'un système d'exploitation et de maintenance peu coûteux, utilisant des panneaux solaires pour produire de l'énergie, produisant du biogaz et des fertilisants. Les zones humides aménagées permettront à la biodiversité de s'épanouir et de devenir une attraction touristique. Étant donné que la nouvelle technologie permettra de récupérer des substances de valeur dans les effluents traités, à savoir les engrais et le biogaz, AQUACYCLE entend constituer un exemple de transition vers l'économie circulaire.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- Associations d'agriculteurs et d'irrigation, pépinières forestières, services d'extension agricole, services d'approvisionnement en eau, autorités municipales et représentants de la société civile.
- Ministères responsables de la planification, de l'environnement, de l'eau, de l'agriculture et de l'énergie, centres de recherche nationaux, universités et cabinets de conseil privés.

- Associations régionales et internationales de l'eau mobilisées pour faire connaître les avantages dérivés aux décideurs et aux scientifiques de la région méditerranéenne et au-delà.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 1 Système d'Information Géographique Participatif pour collecter les contributions des parties prenantes sur le potentiel de réutilisation des effluents traités.
- 3 unités de démonstration de traitement et de réutilisation des eaux usées municipales d'une capacité de 5 m³ / jour - combinant digestion anaérobie, zones humides et traitement solaire - installées dans les municipalités de Charguia (Tunisie), Al-Fayhaa (Liban) et Blanca (Espagne).
- 3 plans d'action locaux et d'investissement mis en place en Tunisie, au Liban et en Espagne visant un volume de réutilisation de 900 000 m³ d'effluents traités.
- 3 accords contractuels pour la poursuite de l'exploitation des unités pilotes au-delà de la durée du projet.
- 10 mesures de démonstration et de transfert de connaissances de la nouvelle technologie de traitement des eaux usées.
- 180 personnes formées à l'utilisation du système éco-innovant de traitement des eaux usées pour l'alimentation en eau non conventionnelle et sa réutilisation.

BUDGET

€ 2 838 679
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Anastasios Karabelas
karabaj@cperi.certh.gr



Système intégré méditerranéen d'approvisionnement en eau



Groupe palestinien d'ingénieurs en eaux usées - PWEG



Gouvernorat de Jéricho et Al-Aghwar



Autorité de gestion de eaux de la Région Sardaigne - Enas



Université de Cagliari - CIREM



Société des eaux d'Aqaba, Département de la qualité et de la planification stratégique



Institut des régions arides, Laboratoire d'érémologie et de lutte contre la désertification

En Méditerranée, il existe, d'une part, une forte pression de l'irrigation sur l'utilisation des aquifères, et, d'autre part, le dessalement de l'eau reste un processus coûteux et consommateur en énergie. MEDISS aborde la question de l'amélioration de la qualité des eaux souterraines salines présentes dans la région méditerranéenne et ouvre la voie à une irrigation alternative afin d'obtenir des cultures de meilleure qualité et plus diversifiées (dattes, agrumes, céréales, etc.). Selon les caractéristiques et les besoins spécifiques des régions partenaires - Palestine (Vallée du Jourdain), Jordanie (Gouvernorat d'Aqaba), Italie (Arborea) et Tunisie (Gabès) - MEDISS testera des solutions innovantes en matière d'utilisation des eaux usées traitées et de dessalement des eaux saumâtres. Des initiatives de sensibilisation spécifiques destinées aux utilisateurs finaux remettront en cause leur réticence envers les ressources en eau non conventionnelles (RENC) et les formeront aux meilleures pratiques agricoles. À plus long terme, le projet

contribuera à réduire la pression sur l'eau douce ainsi que les coûts d'approvisionnement en eau. Dans le même temps, une productivité accrue et la diversification des cultures amélioreront la sécurité alimentaire et augmenteront les revenus des agriculteurs. Les communautés et les institutions locales seront plus autonomes, contribuant ainsi à un changement de comportement concernant l'utilisation des RENC et le développement durable sur les plans environnementaux et économiques.

OBJECTIF

Contribuer à atteindre un équilibre hydrique durable dans les zones cibles, en augmentant la résilience au stress hydrique et au changement climatique et en réduisant la salinité de l'eau et des sols grâce à l'approvisionnement en eau non conventionnel.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

En augmentant la surface des terres irriguées avec des eaux usées traitées, MEDISS réduira la consommation d'eaux souterraines aux fins d'irrigation, atténuera la pression sur les aquifères soumis au stress hydrique et augmentera le niveau d'eau disponible à d'autres fins. L'utilisation d'une eau moins salée aura un impact positif sur la qualité du sol et permettra une augmentation quantitative et qualitative de la production agricole et favorisera la diversification, passant de cultures de moindre valeur (fourrage, céréales) à des cultures plus rentables (agrumes, légumes, arboriculture). MEDISS contribuera également au développement économique à long terme du secteur agricole, en augmentant les revenus des agriculteurs et en les rendant plus stables.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 160 agriculteurs grâce à une disponibilité accrue de l'eau et de sa qualité.
- 15 organisations locales impliquées dans la gestion de l'eau (municipalités, autorités locales, agences publiques).
- Communautés locales.
- Les décideurs nationaux et régionaux qui obtiendront des données pertinentes et des bonnes pratiques sur des solutions innovantes pour l'approvisionnement en eau.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 1 base de données sur l'approvisionnement en eau, la qualité de l'eau, la composition du sol et la situation des cultures dans les 4 zones cibles.
- 4 solutions innovantes pour l'approvisionnement en RENC mises en œuvre pour différentes applications d'irrigation et domestiques.
- 1 450 hectares de terres irriguées avec des eaux usées traitées.
- 7 accords conclus avec les autorités locales et les agences de l'eau pour assurer la gestion des installations pilotes après la fin du projet.
- 4 réseaux de recherche transfrontaliers sur l'approvisionnement en RENC à des fins agricoles et domestiques.
- 15 plans de gouvernance locale intégrant les solutions d'approvisionnement MEDISS en RENC.

BUDGET

€ 2 487 084
(90% de contribution UE)

DURÉE


36 mois

CONTACT


Monther Hind
monther@palweg.org




Réutilisation de l'eau non conventionnelle en agriculture dans les pays méditerranéens

 **Université de Sassari, Centre de recherche sur la désertification**

 Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes - Institut agronomique méditerranéen de Bari

 Fondation pour les nouvelles technologies de l'eau

 Centre national de recherche agricole

 WeWorld - GVC Palestine

 Service national d'assainissement

La pression sur l'eau a entraîné au cours des dernières décennies un écart croissant entre l'offre et la demande et une détérioration de la qualité des sources d'eau superficielles et souterraines dans la région méditerranéenne. Les pays méditerranéens sont toujours tiraillés entre les anciennes et les nouvelles politiques en matière d'eau et, la pénurie d'eau n'est pas uniquement liée à une demande croissante, mais également à la médiocrité des infrastructures et des pratiques de gestion. Les défis communs du projet MENAWARA consistent à apporter des ressources supplémentaires en recyclant les eaux de drainage et les eaux usées, en exploitant les pertes en eau, en rationalisant les pratiques d'utilisation de l'eau et en établissant des modèles de gouvernance opérationnelle conformes aux plans nationaux et internationaux. Le projet est conçu afin d'améliorer l'accès à l'eau par le traitement des eaux usées qui seront réutilisées pour



l'irrigation et de renforcer les capacités des institutions gouvernementales, des acteurs non étatiques opérant dans le secteur, des techniciens et des agriculteurs.

OBJECTIF

Contribuer à l'augmentation de la disponibilité en eau à des fins agricoles grâce à l'utilisation d'eau non conventionnelle et afin de réduire la pression exercée sur l'eau douce.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Dans toutes les zones d'intervention, les hectares disponibles pour une utilisation agricole vont augmenter et la salinité des eaux souterraines va diminuer, de même que l'utilisation d'engrais. Le projet réduira la pression exercée sur les ressources en eau douce et améliorera la qualité des eaux usées traitées en agriculture. De nouveaux emplois seront créés en augmentant la surface de terres fertiles équipées de solutions innovantes pour l'approvisionnement en eau. Le projet contribuera également à une meilleure acceptation par les agriculteurs de l'utilisation des eaux usées traitées, permettant ainsi d'économiser des engrais et d'accroître leurs revenus.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 45 agriculteurs utilisant les eaux usées traitées pour irriguer des oliviers, du fourrage, des plantes d'ornement et des fruits.
- 50 techniciens d'institutions locales travaillant dans les domaines liés aux activités du projet.
- 20 autorités locales et nationales.
- 4 200 personnes habitant dans les zones cibles

ayant accès à une eau de meilleure qualité.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 6 stations d'épuration équipées de nouveaux systèmes pré et post-traitement peu coûteux pour améliorer la qualité des eaux usées traitées à des fins agricoles (décanteur-digesteur, barrières réactives perméables, filtres à sable, UV, chloration, etc.).
- 46,5 hectares de terres irriguées avec des eaux usées traitées par le biais de systèmes modernes et efficaces (système d'irrigation innovants à bas prix, irrigation goutte à goutte souterraine).
- 5 sessions de formation destinées aux responsables, techniciens d'institutions locales, chercheurs et agriculteurs.
- 6 documents contenant des recommandations pour promouvoir l'utilisation des eaux usées traitées en agriculture.
- 1 plateforme web interactive facilitant l'accès à l'information relative aux meilleures pratiques et à la législation sur la gestion de l'eau non conventionnelle.

BUDGET

€ 2 903 916
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Pier Paolo Roggero
nrd@uniss.it



Solutions basées sur la nature pour la réutilisation des eaux domestiques dans les pays méditerranéens

-  **Province de Latina**
-  IRIDRA SRL
-  SVI.MED. Centre euro-méditerranéen pour le développement durable
-  Université de Jordanie
-  Université américaine de Beyrouth
-  Agence de l'énergie et de l'eau
-  Centre de recherche et de technologies de l'eau

Dans les pays méditerranéens, la consommation en eau domestique ne représente qu'une part mineure de la consommation d'eau - une quantité beaucoup plus importante est utilisée pour l'irrigation - mais elle requiert une bonne qualité et la demande ne cesse d'augmenter, tout comme l'amélioration du mode de vie et la croissance de la population urbaine. De plus, les eaux urbaines restent la principale cause de pollution des rivières et des nappes phréatiques, même lorsqu'elles sont traitées avant leur rejet. L'utilisation d'eau par habitant peut être considérablement réduite en utilisant des ressources en eau non conventionnelles (RENC) à des fins non potables : les eaux grises (et les eaux de pluie lorsqu'elles sont disponibles) peuvent être réutilisées pour l'irrigation et les toilettes, mais nécessitent la mise en œuvre de systèmes de traitement décentralisés servant un ou plusieurs bâtiments. NAWAMED vise à modifier les pratiques de gestion des eaux urbaines à travers des

technologies de traitement innovantes, durables et économiques, applicables de manière décentralisée, afin de remplacer l'utilisation d'eau potable par des RENC de bonne qualité.

OBJECTIF

Promouvoir l'adoption de technologies et de mesures innovantes, durables et économiques pour l'utilisation de ressources en eau non conventionnelles à des fins domestiques

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Le projet démontrera la faisabilité technique et économique de solutions basées sur la nature et à bas prix, telles que des murs verts, pour traiter les ressources en eau non conventionnelles dans les écoles, les universités, les installations publiques et dans un camp de réfugiés. Les eaux usées récupérées et les eaux pluviales seront réutilisées à différentes fins, y compris les toilettes et l'irrigation, ce qui réduira la consommation d'eau potable à des fins domestiques. De plus, le projet montrera que le design et l'architecture peuvent transformer les bâtiments de consommateurs à producteurs d'eau.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- Propriétaires/gérants de 8 sites pilotes.
- 450 spécialistes (ingénieurs, architectes, etc.), entreprises de construction, étudiants universitaires.
- 50 agents des pouvoirs locaux et régionaux.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 8 installations pilotes à échelle réelle pour le traitement et la réutilisation des eaux grises /

des eaux pluviales, y compris des murs verts vivants (végétation verticale aménagée sur les façades des bâtiments) et des zones humides aménagées traitant les écoulements d'un bâtiment public, d'un parking et d'un camp de réfugiés.

- Réduction de 30% de la consommation d'eau au niveau des sites pilotes.
- 9 000 m³ / an d'eau non conventionnelle à réutiliser au niveau urbain et domestique.
- 15 visites techniques sur des sites pilotes.
- 10 ateliers de formation organisés pour le personnel technique et les décideurs.
- 1 document de politique méditerranéenne pour favoriser l'inclusion de la gestion de la demande en eau et des mesures relatives aux ressources en eau non conventionnelles dans les cadres politiques nationaux.

BUDGET
€ 3 253 775
(90% de contribution UE)

DURÉE
36 mois


CONTACT
Fabio Zaccarelli
f.zaccarelli@provincia.latina.it



Promotion de la gestion durable de l'irrigation et de l'utilisation non conventionnelle de l'eau en Méditerranée


 Institut de coopération universitaire

 Région sicilienne - Département régional de l'agriculture, du développement rural et de la pêche en Méditerranée

 Conseil national de recherche espagnol (CSIC) - Centre d'édaphologie et de biologie de Segura

 Centre national de recherche agricole

 Ministère libanais de l'agriculture

 Ministère de l'agriculture, des ressources hydriques et de la pêche de la Tunisie - Direction générale de l'ingénierie agricole et d'exploitation des ressources en eau

Dans les pays méditerranéens, l'utilisation de l'eau pour l'irrigation représente plus de 70% de la consommation d'eau et un stress hydrique important est enregistré en raison de la croissance démographique et du changement climatique. Les pertes en eau dues à des systèmes d'irrigation non efficaces, une utilisation limitée des ressources en eau non conventionnelle (RENC), la faible capacité des institutions à appliquer des plans de gestion d'eau efficaces et le manque de sensibilisation aux solutions modernes au niveau des exploitations agricoles sont les problèmes les plus courants à traiter. PROSIM relèvera ces défis en se concentrant à la fois sur la demande en eau et sur l'offre pour l'irrigation. Le projet apportera des solutions innovantes combinant efficacité de l'utilisation de l'eau et des RENC et renforcera les capacités locales pour les adopter et les améliorer. Des feuilles de route et des plans pour améliorer la gestion de l'eau

sur la base des résultats du projet seront mises en œuvre, tandis que la coopération entre les secteurs public et privé sera renforcée, de même que les investissements nécessaires à l'adoption et à l'amélioration des solutions proposées.

OBJECTIF

Démontrer des solutions d'irrigation durables, nouvelles et améliorées qui assurent une utilisation plus efficace de l'eau et permettent une utilisation accrue de l'eau non conventionnelle en adaptant la complexité technique aux conditions et aux capacités locales des zones cibles et en mettant à disposition des solutions adaptées aux parties prenantes au niveau méditerranéen.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Le projet réduira la pression sur les ressources en eau dans les zones concernées en Italie, en Jordanie, au Liban, en Tunisie et en Espagne. Au niveau des actions pilotes, PROSIM augmentera l'efficacité d'utilisation de l'eau de 30% et remplacera l'eau potable par de l'eau non conventionnelle jusqu'à 100% grâce à des solutions nouvelles/adaptées pour optimiser la consommation de l'eau. Le projet aspire également à augmenter de 5 à 10% les investissements dans l'irrigation durable des autorités publiques, des institutions financières et des agriculteurs.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 237 agriculteurs pilotes.
- 4 institutions nationales/régionales sur la gestion de l'eau et 80 agents fournissant un

appui technique aux agriculteurs.

- 4 fournisseurs de produits/services d'eau.
- 4 associations d'usagers de l'eau.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 4 initiatives d'investissement pour augmenter les solutions innovantes consolidées ayant le meilleur potentiel sur le marché.
- 4 visites thématiques transfrontalières pour présenter les techniques d'irrigation les plus efficaces.
- 292 acteurs de l'eau formés à l'efficacité d'utilisation de l'eau et à l'utilisation non conventionnelle de l'eau.
- 8 nouvelles technologies testées pour démontrer le potentiel des eaux usées traitées, du dessalement et des eaux mixtes pour l'irrigation.
- 91 hectares de terres irriguées avec des systèmes efficaces et durables.
- 40 journées d'activités sur le terrain destinées à 400 agriculteurs afin de les sensibiliser aux nouvelles solutions d'irrigation.

BUDGET

€ 3 333 331
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Daniele Bonetti
daniele.bonetti@ic.u.it



Application des principes de l'économie circulaire à la fraction organique de la gestion des déchets solides municipaux dans les pays méditerranéens



Optimisation orientée vers la durabilité, SARL



Conseil national de la recherche espagnole



Université Démocrite de Thrace - Département d'ingénierie de l'environnement



Université de Naples Federico II



Université de Jordanie



Centre de Biotechnologie de Sfax

Des centaines de marchés locaux en plein air sont répartis dans toute la région méditerranéenne. La gestion des déchets sur ces marchés, qui représente un grand défi pour la région, est directement affectée par la croissance et la concentration de la population, l'urbanisation et le tourisme. Par exemple, la production de déchets varie respectivement de 3 à 5 et de 10 à 12 tonnes par jour sur les marchés en plein air situés à Sfax (Tunisie) et à Amman (Jordanie). Compte tenu de l'afflux important d'habitants estimé dans les zones urbaines (72% de la population de la région méditerranéenne vivra probablement dans des zones urbaines d'ici 2025), la gestion durable des déchets sur les marchés est désormais une priorité. CEOMED a pour objectif de réduire la production de déchets municipaux, de promouvoir la collecte séparée et l'exploitation optimale de la composante organique en récupérant de l'énergie et en recyclant les éléments

nutritifs. En outre, le projet formera les acteurs locaux, à savoir les consommateurs, les vendeurs, le secteur informel de la collecte des déchets, les universitaires, les agriculteurs, le personnel technique et administratif, afin de s'assurer qu'ils disposent des connaissances et des compétences nécessaires pour améliorer la gestion des déchets.

OBJECTIF

Développer des solutions pour la collecte séparée et la valorisation des déchets organiques spécifiquement adaptées aux besoins des marchés en plein air de la région méditerranéenne.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Le projet mènera à la création de nouveaux plans de gestion des déchets dans les villes d'Amman et de Sfax, qui ciblent les déchets produits par les marchés de gros en fruits et légumes. Suivant une approche circulaire, la fraction organique des déchets des marchés sera traitée par un processus biologique (digestion anaérobie) utilisant le digestat comme engrais dans les exploitations qui fournissent des produits frais aux marchés locaux.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- Gérants de marchés.
- 500 entreprises qui utilisent quotidiennement les marchés pour acheter et vendre des produits frais.
- 2 500 clients habituels.
- Personnel technique et administratif des municipalités d'Amman et de Sfax.
- Agriculteurs locaux.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 1 méthodologie développée pour la collecte, le tri et l'exploitation efficace des déchets des marchés en plein air.
- 2 digesteurs anaérobie pilotes, pour la valorisation des déchets organiques, installés sur les marchés de gros en fruits et légumes d'Amman et de Sfax.
- 750 tonnes/an de capacité totale de recyclage de déchets installée.
- 1 500 tonnes de déchets biodégradables réutilisés comme engrais.
- 2 nouveaux plans pour la gestion intégrée des déchets des marchés en plein air.

BUDGET

€ 3 191 559
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Santiago Rodriguez
santiago.rodriquez@idener.es



Action innovante de nettoyage en Méditerranée: réduire les déchets pour stimuler les économies

-  **Municipalité de Sestri Levante**
-  Coopération pour le développement des pays émergents
-  ARCENCIEL
-  Municipalité de Bikfaya et Tanaayel
-  Centre international des technologies de l'environnement de Tunis
-  Municipalité de Mahdia

En 2020, la majorité des États membres de l'UE réutilisera et recyclera au moins 50% de leurs déchets municipaux, enfouira moins de 35% des déchets biodégradables et recyclera au moins 55% des emballages, les prévisions étant plus difficiles à déterminer pour les pays partenaires méditerranéens. Le projet CLIMA et sa plateforme régionale composée de municipalités italiennes, tunisiennes et libanaises, des agences publiques et des ONG, visent à faire face aux problèmes environnementaux, économiques et sociaux liés à la mauvaise gestion des déchets organiques dans trois pays méditerranéens, en développant des outils de politiques publiques tels que des plans intégrés de gestion des déchets municipaux, des solutions techniques innovantes telles que des tonneaux de compostage et deux sites de compostage pilotes améliorés. Parallèlement, le projet soutiendra les entreprises locales actives dans le secteur de l'économie circulaire, ainsi que

des campagnes d'information et de sensibilisation en vue de changer l'attitude des citoyens en faveur du paradigme « zéro déchet ». Grâce au projet, environ 80 000 citoyens de 3 municipalités bénéficieront de la réduction de la production de déchets grâce à l'augmentation des déchets organiques traités.

OBJECTIF

Améliorer la gestion du cycle des déchets dans les municipalités pilotes d'Italie, du Liban et de Tunisie en renforçant le tri et la valorisation économique de la composante organique en tant que matière première secondaire.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Définir une stratégie pluriannuelle au niveau municipal, favorisant les échanges d'expériences transfrontaliers et le transfert d'innovation en matière de traitement et de récupération de composantes organiques de haute qualité. Le projet aura un impact positif sur les trois territoires ciblés, réduisant ainsi le risque lié à une élimination dangereuse ou illégale des déchets. En même temps, le projet visera à créer de nouvelles opportunités pour les entreprises utilisant les déchets organiques comme matière première secondaire.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 9 institutions et autorités locales directement impliquées dans la réalisation des activités du projet.
- 12 entreprises et acteurs économiques intéressés par un approvisionnement abordable en matières brutes secondaires de haute qualité.

- 450 citoyens et responsables politiques sensibilisés à la nécessité d'une collecte et d'une gestion circulaire et durable des déchets.
- 40 experts du personnel des partenaires bénéficiant de formations techniques et de visites d'échange.
- 80 000 citoyens et parties prenantes principales touchés par les campagnes territoriales d'éducation et de sensibilisation au niveau méditerranéen.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 3 plans de gestion des déchets municipaux intégrés par des mesures spécifiques en matière de gestion des déchets organiques et objectifs à atteindre afin de réduire la production de déchets et d'accroître la réutilisation de la composante organique.
- 3 sites de compostage créés ou améliorés en Tunisie (municipalité de Mahdia) et au Liban (municipalité de Bikfaya et Tanaayel).
- 12 entreprises sociales locales bénéficiant un soutien technique et financier afin de favoriser la création d'une chaîne de valeur des déchets organiques.
- Plus de 160 actions de sensibilisation et d'éducation dans le domaine de la gestion durable des déchets.

BUDGET

€ 2 836 741
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Annalisa Fresia
annalisa.fresia@comune.sestri-levante.ge.it



Compostage décentralisé dans les petites villes



Centre technologique BETA, Université de Vic-Université Centrale de Catalogne



Université de Patras



Société de Galilée, Institut de recherche appliquée



Université Polytechnique des Marches



Administration publique de la région de Basilicate pour la gestion des déchets urbains et des ressources en eau



Université jordanienne des sciences et technologies



Ministère de l'agriculture, Direction de l'agriculture d'Irbid



Université technique de Palestine Kadoorie

La gestion des déchets municipaux, l'un des principaux défis environnementaux de la région méditerranéenne, est directement affectée par la croissance et la concentration de la population, l'urbanisation et le tourisme. Le projet DECOST vise à développer un nouveau cadre de gestion des déchets, à mettre en place un système en circuit fermé de valorisation des déchets organiques, à intégrer les systèmes de compostage domestique et communautaire décentralisés avec l'agriculture urbaine. Cet objectif ne peut être atteint qu'en utilisant une approche axée sur les personnes, en responsabilisant la société civile et en renforçant les capacités institutionnelles. Grâce à DECOST, des plans municipaux de gestion intégrée des déchets solides et des initiatives pilotes seront mis en œuvre dans quatre municipalités afin de réduire le gaspillage alimentaire, de traiter 1 500 à 2 000 tonnes de déchets organiques par an et d'utiliser le compost produit dans des

projets d'agriculture urbaine.

OBJECTIF

Réduire la production de déchets organiques et éviter l'élimination des déchets organiques dans des sites d'enfouissement grâce à la mise en œuvre d'un nouveau modèle de traitement basé sur le compostage domestique et communautaire et sur l'exploitation de la composante organique dans l'agriculture urbaine.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Le projet DECOST favorisera la sécurité alimentaire par le biais du soutien à des initiatives en faveur de l'agriculture urbaine. Les citoyens, en particulier les enfants et les ménages, seront encouragés à adopter des comportements durables grâce aux outils informatiques et à l'analyse des big data (données massives).

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- Responsables et personnel technique de 5 municipalités (Al-Sarow, Jordanie; Shefa-Amr, Israël; Tulkarem, Palestine; Venosa, Italie; Vic, Espagne).
- Personnes qui habitent dans les zones / quartiers cibles des municipalités pilotes, associations civiles et ONG, agences de gestion des déchets.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 4 nouveaux plans de gestion des déchets municipaux intégrés conçus.
- 4 sites de compostage créés.
- 1 500 à 2 000 tonnes/an de capacité totale de recyclage des déchets installée.
- 1 application smartphone permettant aux

citoyens de suivre leur performance environnementale en termes de tri et de recyclage des déchets.

- 40 employés municipaux formés.
- 1 business plan visant à favoriser la viabilité économique à long terme du système de recyclage mis au point.

BUDGET

€ 3 011 231
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Sergio Ponsá Salas
sergio.ponsa@uvic.cat




Une alliance méditerranéenne intégrée en matière de déchets pour les villes et les citoyens


 **E3D-Environnement**

 AVITEM

 Consortium de la Ribera - Département Énergie durable

 Municipalité du Grand Irbid

 Université jordanienne des sciences et technologies

 Université américaine de Beyrouth

 Municipalité de La Marsa

Les villes des deux côtés de la Méditerranée font face à des défis environnementaux importants et à des coûts croissants pour la collecte et le traitement des déchets, notamment des investissements coûteux dans des décharges ou des incinérateurs. Le projet MED-InA propose de développer et de mettre en œuvre une méthodologie pour une politique publique « zéro déchet » adaptée aux villes méditerranéennes, en tant qu'approche exemplaire et participative en matière de réduction, de réutilisation et de recyclage des déchets. L'approche « zéro déchet » offre une alternative et vise à réduire la quantité de déchets éliminés dans des sites d'enfouissement ou incinérateurs grâce à la prévention, la réutilisation, le recyclage et le développement de filières locales. Pour adapter cette approche ambitieuse au contexte méditerranéen, le projet MED-InA développera une méthodologie de co-création par les partenaires, basée sur une large consultation des acteurs locaux (publics, privés, associations, citoyens) et sur

la coordination territoriale. Il placera les citoyens au cœur du processus et accordera une grande valeur à l'utilisation de technologies simples et peu coûteuses au sud et en réintégrant au nord des pratiques traditionnelles qui génèrent peu de déchets.

OBJECTIF

Développer et mettre en place une méthodologie en faveur d'une politique « zéro déchet » favorisant la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets axée sur les citoyens dans les villes méditerranéennes.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Le projet MED-InA propose de transformer les pratiques de gestion des municipalités en matière de déchets visant à « traiter toujours plus de déchets » à « traiter moins en évitant de gaspiller » en mettant l'accent sur le changement de comportement des citoyens. Pour ce faire, le projet utilisera une méthodologie innovante : un service de coaching, ainsi que des campagnes massives de porte à porte et des contacts réguliers par téléphone/e-mail, qui permettront une connexion directe avec les citoyens et les entreprises locales afin de les soutenir dans la réduction de la production de déchets qui ne peuvent être ni recyclés ni réutilisés. En outre, des essais pilotes dans certains quartiers de La Marsa (Tunisie), d'Irbid (Jordanie) et des municipalités de la Ribera (Espagne) seront organisés pour montrer les engagements des autorités publiques en faveur de la propreté des villes. Ce travail sera lié à des mises à jour des plans de gestion des déchets municipaux et à un soutien aux entreprises innovantes de l'économie circulaire afin d'agir à plusieurs niveaux

et de créer des synergies.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 45 représentants municipaux / personnel technique.
- 6 autorités régionales et nationales en charge de la gestion des déchets.
- 6 000 ménages de La Marsa (Tunisie), Irbid (Jordanie) et Ribera (Espagne).
- 40 associations et entreprises locales.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 1 outil d'aide à la décision pour les politiques publiques « zéro déchet ».
- 3 plans de gestion des déchets municipaux intégrés qui incluent des solutions de tri et de traitement des déchets organiques et plastiques.
- 3 plans de renforcement des capacités et programmes de formation pour le personnel municipal et les élus.
- 15 campagnes de sensibilisation locales sur l'approche zéro déchet.
- 3 000 ménages utilisant de nouveaux services et équipements pour le tri à la source, le recyclage, la réutilisation et le compostage.
- 12 startups sélectionnées et soutenues pour créer des entreprises dans le secteur de l'économie circulaire.

BUDGET

€ 2 381 221
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Aurélie Blaison
aurelie.blaison@e3d-environnement.com




BEEP



BIM (modélisation des données du bâtiment) pour l'Efficacité Énergétique dans le Secteur Public

 **Conseil national de la recherche d'Italie, Institut des technologies appliquées au patrimoine culturel**


 Minnucci Associated srl


 Institut de Chypre - Centre de recherche sur l'énergie, l'environnement et l'eau

 Université égypto-japonaise des sciences et des technologies, Département d'informatique et d'ingénierie

 Institut Valencien du Bâtiment

 Centre national de recherche énergétique, Division de l'efficacité énergétique et du solaire thermique

 Centre libanais pour la conservation de l'énergie

 Centre pour la préservation du patrimoine culturel

Les bâtiments sont responsables de 36% de la consommation d'énergie au niveau mondial et de près de 40% des émissions totales directes et indirectes de CO₂. Dans un contexte aussi complexe, il est primordial de rénover et de rendre les bâtiments méditerranéens plus intelligents afin de réduire l'empreinte carbone de nos logements. Le projet BEEP vise à renforcer l'utilisation de la modélisation des données du bâtiment (BIM en anglais) - un processus soutenu par divers outils et technologies impliquant la génération et la gestion de représentations numériques des caractéristiques physiques et fonctionnelles des lieux - pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments. Le test de cette technologie émergente sur le patrimoine bâti sera effectué pour démontrer son adaptation au parc immobilier. Le projet fournira aux pouvoirs publics une méthode efficace en vue de la réhabilitation énergétique des bâtiments publics avec le soutien de fonds

privés à travers des contrats de performance énergétique. Le principal résultat du projet sera une méthodologie innovante basée sur l'intégration de technologies émergentes testées sur les bâtiments du patrimoine. Les résultats permettront d'optimiser le processus de réhabilitation durable et commencer un cercle vertueux où les fonds économisés par les administrations publiques dans la gestion des biens publics seront utilisés pour multiplier les interventions sur le parc immobilier existant.

OBJECTIF

Réduire l'impact environnemental des bâtiments grâce à un processus de réhabilitation efficace qui conduira à la création de nouveaux emplois spécialisés, améliorant en même temps la capacité des administrations publiques locales à concevoir et à mettre en œuvre des interventions novatrices en matière de réhabilitation énergétique du parc immobilier existant.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Les actions pilotes du projet BEEP contribueront à la création d'un marché numérique de la construction ouvert et compétitif, et encourageront une collaboration plus large entre les secteurs public et privé en vue d'une action collective plus poussée. Le projet facilitera l'introduction plus large de la modélisation des données du bâtiment dans le secteur public en tant que catalyseur stratégique, et, l'adoption d'un cadre harmonisé pour son introduction dans le secteur de l'environnement et de la construction. Cet alignement accélérera la croissance et soutiendra la compétitivité du secteur de la construction, en particulier des PME.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- Administrations publiques locales.
- Professionnels de l'architecture, de l'ingénierie et de la construction.
- Propriétaires de bâtiments et gestionnaires d'installations.
- PME du bâtiment.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 1 modèle des données du bâtiment développé pour l'efficacité énergétique des bâtiments du patrimoine.
- 1 guide de formation pour les professionnels de l'architecture, de l'énergie et de la construction impliqués dans la rénovation des bâtiments.
- 1 cadre de compétences pour les agents techniques des marchés publics.
- 9 projets pilotes pour la mise en œuvre de contrats de performance énergétique.
- 9 études de cas sur des interventions novatrices de réhabilitation énergétique de bâtiments historiques.
- 1 Mémoire d'Entente promouvant une politique stratégique commune pour la rénovation en utilisant la modélisation des données du bâtiment.

BUDGET
€ 1 934 184
(90% de contribution UE)

DURÉE
36 mois

CONTACT
Elena Gliarelli
elena.gliarelli@cnr.it



La consommation élevée d'énergie dans le secteur du bâtiment, qui repose principalement sur les combustibles fossiles, et la disponibilité limitée du réseau électrique national dans certaines zones rurales ou reculées de la Méditerranée, exigent de nouvelles solutions qui garantissent la stabilité et la qualité de l'énergie fournie et une meilleure pénétration des énergies renouvelables. Dans ce contexte, BERLIN a pour objectif de mettre en œuvre des mesures pilotes transfrontalières visant à soutenir des réhabilitations énergétiques innovantes et rentables dans les bâtiments publics, sur la base du concept de nanoréseaux, la composante principale des micro-réseaux intelligents. Le projet sera axé sur l'augmentation de la pénétration du réseau électrique, combiné avec le stockage d'énergie et la gestion de la demande, ainsi que sur l'amélioration de l'efficacité énergétique dans les bâtiments. L'objectif est d'atteindre un niveau élevé d'auto-résilience dans les bâtiments publics

et de les rendre plus verts, plus intelligents, plus innovants et durables. Le projet mettra en œuvre 8 actions pilotes de réhabilitation énergétique, qui intégreront, le plus efficacement possible, des techniques comme le photovoltaïque, le stockage d'énergie, les éléments de réseau intelligent, la domotique, etc. tout cela, en vue de la réalisation de nanoréseaux autosuffisants.

OBJECTIF

Développer et promouvoir des solutions durables et optimales basées sur les énergies renouvelables propres et l'efficacité énergétique, afin d'atteindre un haut degré d'autosuffisance énergétique des bâtiments en Méditerranée.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

À moyen terme, le projet permettra de réduire la consommation d'énergie et les émissions de CO₂ des bâtiments pilotes. Grâce aux études de cas, aux outils et aux lignes directrices développées, le projet entend répliquer ces résultats dans d'autres régions de la Méditerranée ou de l'UE, et vise à augmenter l'intérêt et les capacités des autorités publiques envers la modernisation énergétique des bâtiments. À long terme, le projet encouragera l'adoption d'une politique généralisée favorisant une forte pénétration du réseau photovoltaïque et des niveaux élevés d'autosuffisance dans les bâtiments. Le projet va stimuler la compétitivité des PME, la R&D, les investissements pour l'intégration du photovoltaïque au réseau électrique, l'intérêt des professionnels locaux du bâtiment pour la formation en matière d'efficacité énergétique des bâtiments, ainsi que des opportunités d'affaires et d'emploi dans la modernisation du bâtiment.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- Parties prenantes du secteur de l'énergie (décideurs politiques, investisseurs, gestionnaires de réseau de distribution, autorités de régulation, consultants en énergie, installateurs photovoltaïques).
- Autorités locales, régionales et nationales.
- La communauté scientifique.
- Utilisateurs des bâtiments.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 8 études de cas sur le photovoltaïque, les solutions de stockage d'énergie et les technologies hybrides de gestion de la demande.
- 4 recommandations spécifiques par pays pour stimuler l'adoption de solutions sur le photovoltaïque et le stockage d'énergie, ainsi que la gestion de la demande.
- 2 outils développés pour la rénovation de bâtiments publics utilisant des systèmes photovoltaïques, de gestion de la demande et de stockage d'énergie.
- 8 actions pilotes dans des bâtiments de 4 pays.
- 3 technologies efficaces pour les bâtiments publics intégrées de manière optimale.
- 5 institutions publiques soutenues dans l'adoption de politiques efficaces visant à accroître l'utilisation et la consommation locale d'énergie photovoltaïque.

BUDGET

€ 2 868 267
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

George E. Georgiou
geg@ucy.ac.cy



Université de Chypre, Centre de recherche FOSS sur l'énergie durable



Deloitte Ltd.



Centre de Recherche Technologique de Macédoine occidentale



Municipalité d'Eilat



Université Ben Gourion



Conseil Régional Hevel Eilat



Université de Cagliari, Département d'Ingénierie électrique et électronique



Réseau d'Écoles Méditerranéennes en Énergie Intelligente

 Institut pour la coopération universitaire

 Municipalité d'Alcamo

 Consortium de la Ribera

 Université germano-jordanienne

 Centre libanais pour la conservation de l'énergie

 Agence nationale pour la conservation de l'énergie

En Méditerranée, les tendances en matière d'énergie se caractérisent par une demande croissante, la dépendance aux combustibles fossiles, des émissions de CO2 élevées, etc., un contexte avec bien des conséquences négatives sur l'environnement. Les bâtiments représentent une part importante de la consommation totale d'énergie, provoquant 36% des émissions de CO2. Dans ce contexte, l'amélioration de la performance énergétique du parc immobilier joue un rôle essentiel dans la transition vers un système énergétique plus intelligent, décarbonisé, avec un accent mis sur les énergies renouvelables, et, à long terme, vers une économie climatiquement neutre. Le projet ESMES est centré sur l'optimisation de la consommation d'énergie dans les écoles publiques par le biais d'actions pilotes innovantes axées sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (REEE en anglais). Parallèlement, le projet améliorera la capacité de 5 institutions publiques afin de

mettre en œuvre des mesures de réhabilitation énergétique innovantes.

OBJECTIF

Contribuer à la protection de l'environnement, à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets en améliorant la gestion de l'énergie des bâtiments des écoles publiques à l'aide de solutions dites REEE.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

ESMES entend contribuer à une plus forte prise de conscience et à de meilleures habitudes énergétiques dans les écoles, grâce à une formation pratique en REEE dispensée à 8 000 élèves. Sur le plan économique, il devrait permettre d'économiser 30 000 € / an grâce au retour sur investissements. Enfin, le projet devrait permettre d'éviter l'émission de 240 tonnes de CO2 tout en produisant 270 000 kWh provenant des énergies renouvelables et 30 000 kWh par an grâce à l'efficacité énergétique.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 44 écoles, dont 10 rénovées avec des REEE.
- 50 décideurs en matière d'énergie et d'éducation.
- 37 000 usagers dans les écoles (personnel et étudiants).
- Universités, centres de recherche, ONG et PME dans le domaine de l'énergie durable.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 1 concours parmi 34 écoles pour réduire la consommation d'énergie.

- 5 pôles nationaux d'efficacité énergétique mis en place.
- 5 stratégies pour soutenir un mix énergétique efficace et rentable dans les bâtiments scolaires.
- 10 réhabilitations énergétiques mises en œuvre dans les écoles publiques au Liban, en Tunisie, Jordanie, Italie et Espagne, garanties par des certificats de performance énergétique.

BUDGET

€ 3 333 332
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Daniele Bonetti
daniele.bonetti@icu.it



Réduire la consommation d'énergie des bâtiments écologiques en respectant les utilisations actuelles et les besoins du public



Région du Péloponnèse



Université de Patras – Unité Spéciale de subventions de recherche



Centre technologique BETA, Université de Vic-Université Centrale de Catalogne



Université Jordanienne des Sciences et Technologies



Municipalité du Grand Irbid



Municipalité de Moukhtara



Société de gestion de la technopole de Borj Cedria

Les pays méditerranéens ont besoin de réduire leur consommation d'énergie ainsi que les effets négatifs environnementaux liés à la forte dépendance des combustibles fossiles. Etant donné que les énergies renouvelables représentent un avantage compétitif naturel pour la Méditerranée, le projet GreenBuilding propose d'aborder ce défi en favorisant l'utilisation des sources d'énergies renouvelables et l'adoption de mesures d'efficacité énergétique dans les bâtiments publics. Le projet soutiendra la rénovation énergétique de 3 bâtiments publics en Grèce, Tunisie et Jordanie. En outre, il vise à renforcer les capacités des institutions publiques à planifier et mettre en œuvre des politiques énergétiques durables, à travers l'identification des approches de rénovation énergétique efficaces, le transfert de savoir-faire technique et l'engagement des institutions de recherche, des PME dans le

secteur de l'énergie et des organismes de soutien aux entreprises.

OBJECTIF

Réduire la consommation réelle d'énergie dans les bâtiments publics à travers la planification et le soutien à la rénovation énergétique efficiente des bâtiments publics. Cela se fera en favorisant les mesures d'efficacité énergétique ainsi que les énergies renouvelables, et, en augmentant les capacités des institutions publiques pour la mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Le projet lancera et soutiendra la rénovation énergétique rentable de 3 bâtiments publics basée sur des sources d'énergie renouvelables et l'efficacité énergétique. Par ailleurs, il développera un outil de commande à distance de l'état énergétique du bâtiment public en temps réel, centré sur l'amélioration de la consommation d'énergie. Enfin, le projet développera une série de documents techniques, d'études et de lignes directrices pour soutenir les futurs efforts afin d'obtenir des bâtiments à la consommation énergétique quasi nulle et à haute performance énergétique.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- 4 institutions supérieures de recherche.
- 40 PME du secteur de l'énergie.
- 10 organismes de soutien aux entreprises.
- 50 administrations publiques.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 5 séminaires de formation pour les PME et les autorités publiques.
- 1 manuel pour la rénovation énergétique de bâtiments vers une consommation énergétique quasi nulle.
- 3 projets pilotes pour la rénovation énergétique de bâtiments publics en Grèce, Tunisie et Jordanie.
- 3 audits énergétiques réalisés sur les bâtiments rénovés.
- 7 bonnes pratiques identifiées et analysées dans le domaine de la rénovation énergétique des bâtiments.
- 1 outil numérique pour suivre la performance énergétique des bâtiments rénovés.

BUDGET

€ 2 215 980
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Prof. Yorgos J. Stephanedes
yjste@upatras.gr



Les universités méditerranéennes comme catalyseur pour les rénovations éco-durables

Les bâtiments éducatifs à faible consommation d'énergie deviennent la norme pour les nouvelles constructions dans les pays européens et méditerranéens. Les universités développent en permanence des solutions techniques pour la rénovation éco-durable des bâtiments, mais il existe encore un écart entre les modèles conçus et leur application réelle. Cela est dû à plusieurs obstacles, tels que la collaboration insuffisante entre les principaux acteurs et le manque d'outils appropriés et efficaces du secteur public pour élaborer des solutions. Le projet Med-EcoSuRe propose une approche innovante pour la définition et la diffusion de la rénovation énergétique efficiente dans les bâtiments universitaires, dans la perspective à long terme, d'étendre les résultats à l'ensemble du secteur des bâtiments publics. Un laboratoire vivant transfrontalier méditerranéen - réunissant chercheurs, gestionnaires de bâtiments, entreprises, organismes

publics et étudiants - sera mis en place pour développer des solutions sur l'efficacité énergétique et l'utilisation d'énergies renouvelables ainsi que des projets de rénovation à mettre en œuvre dans 9 bâtiments universitaires. L'objectif final du projet est de transformer les responsables des universités en acteurs actifs contribuant à la co-création et à l'expérimentation d'idées émergentes, de scénarios révolutionnaires et de concepts innovants.

OBJECTIF

Mettre en œuvre des solutions de rénovation énergétique innovantes et éco-durables pour les établissements d'enseignement supérieur méditerranéens, en instaurant une collaboration active entre les universitaires, les décideurs et les parties prenantes du secteur énergétique.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Le projet permettra aux gestionnaires de bâtiments universitaires méditerranéens, et à moyen terme, aux gestionnaires de bâtiments publics, de tirer profit d'une large gamme de technologies et mécanismes de financement testés, afin d'améliorer l'efficacité énergétique et réaliser des économies d'énergie dans les bâtiments. Med-Ecosure va également créer des emplois et des opportunités commerciales liées à l'installation et à la maintenance des équipements d'efficacité énergétique dans les bâtiments, ainsi qu'à la fabrication locale et à la commercialisation de matériaux de construction favorisant les économies en énergie.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- Personnel des universités.
- Organismes et institutions nationales/régionales en charge de l'efficacité énergétique.
- PME du secteur de l'énergie.
- Chercheurs et universitaires.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 6 boîtes à outils de solutions passives pour la rénovation des bâtiments d'enseignement supérieur.
- 2 instruments politiques pour les rénovations énergétique des bâtiments d'enseignement supérieur.
- 6 plans stratégiques transfrontaliers pour la rénovation des bâtiments universitaires.
- 6 audits énergétiques effectués dans des institutions d'enseignement supérieur.
- 9 actions pilotes de modernisation de l'efficacité énergétique.



Le Centre Méditerranéen des Energies Renouvelables, MEDREC



Université de Tunis - El Manar, École nationale d'ingénieurs de Tunis



Université de Séville, Département d'ingénierie de l'énergie thermique



Association espagnole pour l'internationalisation et l'innovation des entreprises solaires



Université de Florence, Département d'architecture



Agence de Naples pour l'énergie et l'environnement



An-Najah National University, Energy Research Centre

BUDGET

€ 2 934 856
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT


Ines Khalifa
ines.khalifa@medrec.org



Coévolution des activités humaines sur le littoral et des systèmes naturels pour un tourisme durable et une croissance bleue en Méditerranée


 **Institut national des sciences et technologies de la Mer, Laboratoire du milieu marin**

 Agence Nationale de Protection de l'Environnement, Département de l'Evaluation Environnementale et de la Dépollution

 Université de Murcie, Département d'écologie et d'hydrologie

 Fondation ValenciaPort pour la recherche, la promotion et les études commerciales

 Région de Macédoine orientale et de la Thrace, département de la Planification et du Développement

 Région du Latium, Agence régionale du tourisme

 Ministère des travaux publics et des transports, département des territoires maritimes publics

 Al-Midan ONG

 AMWAJ de l'environnement

La croissance du tourisme en Méditerranée, en particulier dans les zones côtières, et les effets du changement climatique, continueront d'affecter les paysages, la stabilité / l'érosion des sols et des côtes, exerceront une pression sur les espèces et les ressources en eau, et augmenteront les déchets et la pollution rejetés dans la mer. Dans ce contexte, le projet Co-Evolve4BG vise à analyser et à promouvoir la coévolution des activités humaines et des écosystèmes naturels dans les zones côtières touristiques, dans l'optique d'un développement durable des activités de tourisme fondées sur les principes de la Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) et l'Aménagement de l'Espace Maritime (AEM), tout en promouvant la croissance bleue en Méditerranée. Les actions pilotes et les analyses prévues par le projet renforceront le développement durable du tourisme côtier et maritime en exploitant pleinement le potentiel de l'économie bleue, en favorisant



la création d'opportunités commerciales et d'emplois dans le domaine des services axés sur les écosystèmes, le tourisme côtier et maritime, la gestion côtière et l'adaptation au changement climatique. Co-Evolve4BG fait partie d'un projet plus large, « Med Coast pour la croissance bleue » labellisé par les 43 pays de l'Union pour la Méditerranée, et du projet Co-Evolve, financé par le programme Interreg MED, en ligne avec le Plan d'Action Conjoint de l'Initiative de la Charte de Bologne.

OBJECTIF

Analyser et renforcer la coévolution des activités humaines et des écosystèmes naturels dans les zones touristiques côtières en Méditerranée, en promouvant le développement durable des activités touristiques et les opportunités de la croissance bleue.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Les principales menaces ainsi que les facteurs favorables pour le développement durable du tourisme côtier et maritime seront analysés à l'échelle de la Méditerranée, dans 7 zones pilotes présentant différentes caractéristiques, à travers 5 pays différents, choisis pour produire des résultats amplement applicables et transférables. L'analyse sera complétée par un ensemble d'indicateurs permettant aux autorités responsables d'évaluer le niveau de durabilité du tourisme dans leur région et de mettre en place des plans / actions pilotes intégrant les principes de la GIZC. Grâce au projet Co-Evolve4BG, les conflits entre le tourisme et d'autres usages des espaces côtiers et maritimes seront abordés, et des conditions pour

un tourisme plus durable et responsable dans les zones côtières seront fixées.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- Municipalités côtières et autorités régionales.
- Les Ministères de l'environnement, du tourisme et du développement.
- PME et entreprises liées au tourisme.
- Institutions de recherche et universités.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 1 analyse intégrée des menaces et des éléments favorables au tourisme durable en Méditerranée.
- 1 boîte à outils contenant des indicateurs pour analyser le niveau de durabilité du tourisme.
- 2 sessions de formation destinées aux partenaires et aux acteurs locaux impliqués dans des actions pilotes.
- 7 actions pilotes afin de développer le tourisme durable dans les différentes zones pilotes.

BUDGET

€ 2 932 586
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Béchir Béjaoui, PhD
bejaoui.bechir@gmail.com



Réseau de gestion et de surveillance côtière pour la lutte contre les déchets marins en Méditerranée

-  **Legambiente Onlus**
-  Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes - Institut agronomique méditerranéen de Bari
-  Université de Sienne
-  Amwaj de l'environnement
-  Réserve naturelle de la côte de Tyr
-  Institut National Des Sciences Et Technologies De La Mer, Laboratoire des sciences de la pêche
-  Institut supérieur d'agronomie, Université de Sousse

Les déchets marins deviennent rapidement l'une des principales sources de pollution de la mer Méditerranée, avec des conséquences négatives pour les organismes marins vivants, les écosystèmes marins, la santé humaine et les activités côtières, y compris le tourisme et la pêche. Combattre le problème des déchets marins requiert un effort global au niveau de la Méditerranée par le biais d'une approche multi-institutionnelle et multi-parties prenantes s'attaquant aux différents facteurs environnementaux, économiques, sociaux, culturels et récréatifs pouvant affecter les écosystèmes marins. Le projet COMMON appliquera les principes de la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) pour faire face au défi des déchets marins, en améliorant la connaissance du phénomène, ainsi que les performances environnementales de 5 zones côtières pilotes en Italie, en Tunisie et au Liban, tout en impliquant les parties

prenantes locales dans la gestion des déchets marins.

OBJECTIF

Aborder la question des déchets marins de manière intégrée et coordonnée sur la base des principes de la GIZC, en améliorant la capacité des pouvoirs publics dans 5 zones pilotes et en mettant en place des réseaux multi-acteurs au niveau méditerranéen pour la gestion et la surveillance des déchets marins.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

L'impact attendu à moyen terme est le renforcement des capacités des autorités publiques en matière de suivi et de gestion de la chaîne des déchets, en mettant l'accent sur les relations terre-mer et l'amélioration de la performance environnementale dans les 5 zones côtières concernées : Tyr (Liban), Marmemma et le Nord des Pouilles (Italie) et l'île de Ku-riat et Monastir (Tunisie). L'approche intégrée et multi-partenariale promue par le projet renforcera la participation des citoyens aux activités d'élimination des déchets marins, ainsi que l'échange de bonnes pratiques et d'expériences entre les institutions locales au niveau méditerranéen. L'impact à long terme du projet comprend la progression vers la réalisation du Descripteur 10 du Bon Etat Ecologique (défini par la directive-cadre de l'UE « Stratégie pour le milieu marin ») d'ici 2020 dans les zones pilotes, ce qui signifie que « les propriétés et les quantités de déchets marins ne nuisent pas au milieu marin et côtier ».

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- Les responsables politiques et les agences de protection de l'environnement.
- 15 pêcheurs et leurs organisations.
- 35 opérateurs économiques.
- 30 zones marines protégées.
- Les communautés locales.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 10 études sur les liens entre les problèmes posés par les déchets marins et les activités humaines terrestres.
- 1 plateforme informatique pour le partage de méthodologies et de données sur les déchets marins.
- 250 personnes formées sur la gestion des déchets marins.
- 30 municipalités impliquées dans un réseau de villes côtières contre les déchets marins.
- 4 rapports contenant des recommandations juridiques et des bonnes pratiques pour améliorer la gestion des déchets marins et les problèmes de gouvernance.
- 50 organisations de la société civile participant dans des campagnes de nettoyage des plages.

BUDGET

€ 2 223 421
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Francesca Battistelli
f.battistelli@legambiente.it



Forum méditerranéen pour la gestion appliquée basée sur les écosystèmes

 **Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau de Jordanie**

 Société Royale de Jordanie pour la Conservation Marine

 PROGES - Conseil en Planification et Développement

 Association Amis de la Terre

 Réserve Naturelle de la Côte de Tyr

 Institut National des Sciences et Technologies de la Mer

L'intégration actuelle de la gestion basée sur les écosystèmes (GBE) dans la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) est encore limitée, car l'application pratique de la GBE reste une tâche ardue pour les acteurs de la GIZC. Le projet MED4EBM se penchera sur cette question en aidant les acteurs de la GIZC dans quatre zones côtières de Jordanie, d'Italie, du Liban et de la Tunisie afin de développer et appliquer une méthodologie commune pour rendre la GIZC fondée sur les écosystèmes beaucoup plus facile à concevoir et à mettre en œuvre, en appliquant des techniques et des méthodes novatrices. Un logiciel aidera les acteurs institutionnels à mieux gérer les processus analytiques complexes et multi-acteurs qui caractérisent la GBE, et à évaluer les relations entre les composantes, les fonctions et les services des écosystèmes, ainsi que les activités humaines associées. En outre, le

projet fournira aux fonctionnaires et aux gestionnaires les outils, les compétences et les aptitudes nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre des approches écosystémiques en ce qui concerne la gestion d'activités dans des environnements marins et côtiers.

OBJECTIF

Contribuer à la préservation et au développement durable des zones côtières de la Méditerranée au profit des générations actuelles et futures en établissant des protocoles efficaces de GIZC fondées sur les écosystèmes.

QU'EST-CE QUI SERA AMÉLIORÉ ?

Étant donné qu'aucune des zones pilotes du projet n'a intégré les principes de la GBE et n'utilise de logiciels pour la GIZC spatiale, le projet produira donc des changements positifs à travers la mise en place d'un système de soutien aux décisions basée sur les écosystèmes, ainsi qu'un Protocole de Gouvernance, en aidant les parties prenantes concernées à réduire et à gérer les conflits en rapport avec les différentes utilisations des ressources côtières et marines, stimulant ainsi la productivité durable potentielle de ces ressources.

QUI VA BÉNÉFICIER DU PROJET ?

- Les acteurs et les parties prenantes concernées par la gestion des zones côtières et marines pilotes (autorités et institutions publiques, institutions scientifiques, associations).
- Populations locales.

RÉALISATIONS PRÉVUES

- 4 ensembles intégrés de mesures de GIZC basées sur les écosystèmes développés.
- 4 Protocoles de gouvernance et systèmes d'aide à la prise de décision mis en place.
- 4 modules de formation livrés aux gestionnaires et dirigeants des institutions pertinentes.
- 4 programmes de mentorat pour les fonctionnaires et les gestionnaires des institutions concernées sur l'utilisation des outils de GIZC développés.
- 1 forum méditerranéen permanent.

BUDGET

€ 3 310 237
(90% de contribution UE)

DURÉE

36 mois

CONTACT

Nedal Alouran
nedal.alouran@undp.org

**Autorité de Gestion
Regione Autonoma della
Sardegna**

Via Bacaredda, 184
09127 Cagliari
Italie
www.enicbcmed.eu
eni.med@regione.sardegna.it



**REGIONE AUTÒNOMA DE SARDIGNA
REGIONE AUTONOMA DELLA SARDEGNA**

**Antenne pour la
Méditerranée occidentale -
Generalitat Valenciana**

C/Caballeros, 9
46001 Valencia
Espagne
enicbcmed_valencia@gva.es



**Antenne pour la
Méditerranée orientale- Aqaba
Special Economic
Zone Authority (ASEZA)**

P.O. Box 2565
Aqaba 77110
Jordanie
CBC-Aqaba@aseza.jo



Crédits photo:

- MEDSt@rts: photo © USAID/Claudia Gutierrez
 - MedArtSal: photo © Monica Guizzardi
- ORGANIC ECOSYSTEM: photo © EU Neighbours
- TEX-MED ALLIANCES: photo © UN Women by Joe Saade (CC BY-NC-ND 2.0)
- MEDUSA: photo © EU Neighbours by Khaled Taleb
 - BESTMEDGRAPE: photo © Château Kefraya
 - INNOMED-UP: photo © SWITCHMED
 - RESMYLE: photo © UNDP Lebanon
- MedTOWN: photo © UN Women by Ryan Brown (CC BY-NC-ND 2.0)
- MoreThanAJob: photo © UN Women/Christopher Herwig (CC BY-NC-ND 2.0)
 - TEC-MED: photo © UNDP Lebanon/UK aid
 - AQUACYCLE: photo © Centre for Research and Technology, Hellas
- PROSIM: photo de Mohamed Abdel Wahab pour USAID Egypt (CC BY-NC 2.0)
 - ESMES: photo © UNDP Programme of Assistance to the Palestinian People
 - Med-EcoSuRe: photo © MEDREC
- FISH MED NET, MedSNAIL, LIVINGAGRO, HELIOS, InnovAgroWoMed, MEDISS
- MENAWARA: photos © UNDP Lebanon Host Communities Support Programme

[ENICBCMed sur Facebook](#)



[ENICBCMed sur Twitter](#)



[ENICBCMed sur LinkedIn](#)



[ENICBCMed sur Instagram](#)



[ENICBCMed sur Youtube](#)



www.enicbcmed.eu

